

# FORMULAIRE 18-K/A

pour les gouvernements étrangers et leurs subdivisions politiques

## SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION

Washington, D.C. 20549

### MODIFICATION N° 1

au

### RAPPORT ANNUEL

de la

### PROVINCE DE QUÉBEC

(CANADA)

(Nom de l'inscrit)

Date de la fin du dernier exercice financier: le 31 mars 1999

### TITRES INSCRITS\*

(à la clôture de l'exercice financier)

Désignation de l'émission	Montants visés par l'inscription	Noms des bourses auxquelles les titres sont inscrits
S.O.	S.O.	S.O.

Nom et adresse de la personne autorisée à recevoir les avis et communications de la *Securities and Exchange Commission* :

M<sup>me</sup> Diane Wilhelmy  
Délégation générale du Québec  
One Rockefeller Plaza  
26<sup>e</sup> étage  
New York, N.Y. 10020-2102

Copies adressées à :

M. Stephen A. Grant  
*Sullivan & Cromwell*  
125 Broad Street  
New York, N.Y. 10004-2498

\* L'inscrit dépose le présent rapport annuel de son plein gré.

L'inscrit soussigné apporte, par les présentes, les modifications suivantes à son rapport annuel sur formulaire 18-K pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999 (le « rapport annuel ») :

1. L'annexe suivante est, par les présentes, ajoutée au rapport annuel déposé le 9 juin 1999 :

Annexe (2) :

Description de la Province de Québec datée du 21 juin 1999 (qui remplace et annule la description de la Province de Québec datée du 9 juin 1999, déposée à titre d'annexe (1) du rapport annuel).

Conformément aux exigences de la loi intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, l'inscrit a pris les mesures nécessaires pour que la présente modification n°1 soit signée en son nom par son mandataire autorisé.

PROVINCE DE QUÉBEC

Par /s/ : Hugues Noël de Tilly  
Nom : Hugues Noël de Tilly  
Titre : Directeur de l'émission des emprunts

Date : le 21 juin 1999

## ANNEXE 2



# PROVINCE DE QUÉBEC

## DESCRIPTION

*Cette description de la Province de Québec est datée du 21 juin 1999 et paraît à titre d'annexe 2 du rapport annuel de la Province de Québec sur formulaire 18-K/A déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999.*

**La distribution de ce document en tout temps ne sous-entend pas que l'information soit exacte à toute date subséquente à celle indiquée. Ce document (sauf s'il fait partie intégrante d'un prospectus inclus dans une déclaration d'enregistrement déposée en vertu de la loi américaine intitulée *Securities Act of 1933*) ne constitue pas une offre de vendre ou la sollicitation d'une offre d'acheter un titre de la Province de Québec.**



# TABLE DES MATIERES

	Page		Page
MONNAIE ÉTRANGÈRE .....	2	Entreprises commerciales ou industrielles .....	28
SOMMAIRE .....	3	Entreprises de type intermédiaire financier ou de services .....	31
PROVINCE DE QUÉBEC .....	5	Entreprises exerçant des activités de nature fiduciaire ou entreprises publiques d'assurance .....	32
Vue d'ensemble .....	5	Dettes du secteur public .....	33
Cadre constitutionnel .....	5	Dettes du gouvernement .....	33
Gouvernement .....	7	Fonds de financement .....	34
Économie .....	7	Dettes garanties .....	36
Évolution économique en 1998 .....	7	Dettes à long terme des municipalités et autres institutions .....	36
Structure économique .....	8	Dettes à long terme consolidées .....	38
Finances du gouvernement .....	13	Adaptation à l'an 2000 .....	39
Administration financière .....	13	POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE .....	39
Résultats préliminaires de 1998-1999 .....	15	Renseignements supplémentaires .....	40
Budget 1999-2000 .....	15		
Revenus budgétaires .....	17		
Dépenses budgétaires .....	20		
Opérations non budgétaires .....	23		
Entreprises et organismes du gouvernement .....	26		

## MONNAIE ÉTRANGÈRE

Le Canada maintient un cours du change flottant pour le dollar canadien afin de permettre à ce cours d'être établi librement selon les forces du marché, sauf s'il est nécessaire d'intervenir pour maintenir des conditions normales. Les moyennes annuelles des cours du comptant à midi des principales monnaies étrangères dans lesquelles la dette du Québec est libellée, exprimées en dollars canadiens, sont présentées ci-dessous.

Monnaie étrangère	1995	1996	1997	1998	1999 <sup>(1)</sup>
Dollar américain .....	1,3726 \$	1,3636 \$	1,3844 \$	1,4831 \$	1,4967 \$
Yen japonais .....	0,0147	0,0125	0,0114	0,0114	0,0127
Franc suisse .....	1,1633	1,1051	0,9548	1,0258	1,0288
Deutsche mark .....	0,9591	0,9069	0,7994	0,8450	0,8422
Franc français .....	0,2754	0,2667	0,2375	0,2520	0,2511
Livre sterling .....	2,1671	2,1283	2,2682	2,4587	2,4323
Dollar australien .....	1,0173	1,0675	1,0295	0,9330	0,9604
Florin néerlandais .....	0,8564	0,8094	0,7103	0,7496	0,7475
Euro .....	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1,6472

(1) Moyenne mensuelle jusqu'à la fin de mai 1999.

Source : Banque du Canada.

Dans ce document, sauf indication contraire ou si le contexte l'exige autrement, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. L'exercice financier du Québec se termine le 31 mars. « Exercice financier 2000 » et « 1999-2000 » désignent l'exercice financier se terminant le 31 mars 2000 et, sauf indication contraire, « 1999 » désigne l'année civile terminée le 31 décembre 1999. Les autres exercices financiers et les autres années civiles sont désignés d'une manière similaire. Les écarts entre les montants et leurs totaux énumérés dans les tableaux présentés dans ce document s'expliquent par le fait que les montants ont été arrondis.

# SOMMAIRE

*L'information ci-dessous doit être lue à la lumière de l'information détaillée contenue dans le présent document.*

Économie	1994	1995	1996	1997	1998
	(montants en millions de dollars)				
PIB aux prix courants du marché .....	171 049 \$	178 580 \$	180 559 \$	186 740 \$	191 865 \$
Variation en % du PIB aux prix du marché (prix de 1992) <sup>(1)</sup> .....	3,6 %	1,7 %	1,0 %	2,7 %	2,8 %
Revenu personnel .....	147 933 \$	152 744 \$	155 445 \$	158 529 \$	163 634 \$
Immobilisations .....	26 689 \$	24 857 \$	26 771 \$	28 832 \$	31 108 \$
Exportations internationales de marchandises .....	41 103 \$	48 478 \$	49 408 \$	52 629 \$	57 280 \$
Population au 1 <sup>er</sup> juillet (en milliers) .....	7 207	7 241	7 274	7 308	7 335
Taux de chômage .....	12,2 %	11,3 %	11,8 %	11,4 %	10,4 %
Indice des prix à la consommation – variation en % <sup>(2)</sup> .....	(1,4) %	1,8 %	1,6 %	1,5 %	1,4 %
Moyenne du cours du change (\$US par \$CAN) .....	0,73	0,73	0,73	0,72	0,67

## Finances du gouvernement

Exercice financier terminé le 31 mars

	Données non redressées 1996 <sup>(3)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(3)</sup>	1998 <sup>(4)</sup>	Résultats préliminaires 1999	Prévisions budgétaires 2000
	(en millions de dollars)				
Revenus autonomes .....	30 641 \$	31 170 \$	35 815 \$	37 738 \$	38 284 \$
Transferts du gouvernement du Canada .....	8 142	6 719	5 990	8 002	6 908
Total des revenus budgétaires .....	38 783	37 889	41 805	45 740	45 192
Dépenses de fonctionnement .....	(36 696 )	(35 246 )	(36 637 )	(38 482 )	(37 593 )
Service de la dette .....	(6 038 )	(5 860 )	(7 360 )	(7 258 )	(7 599 )
Total des dépenses budgétaires .....	(42 734 )	(41 106 )	(43 997 )	(45 740 )	(45 192 )
Déficit .....	(3 951 )	(3 217 )	(2 192 )	-	-
Opérations non budgétaires .....	1 003	1 081	817	385	240
Besoins financiers nets .....	(2 948 ) \$	(2 136 ) \$	(1 375 ) \$	385 \$	240 \$

## Dettes à long terme du secteur public

Au 31 mars

	Données non redressées 1995 <sup>(3)</sup>	Données non redressées 1996 <sup>(3)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(3)</sup>	1998 <sup>(4)</sup>	Résultats préliminaires 1999
	(montants en millions de dollars)				
Emprunts du gouvernement .....	47 320 \$	47 811 \$	49 799 \$	51 187 \$	56 792 \$
Dettes garanties par le gouvernement <sup>(5)</sup> .....	39 505	38 558	38 828	38 879	38 257
Dettes du secteur municipal .....	13 323	13 555	13 617	13 799	13 948
Emprunts pour le Fonds de financement .....	4 588	5 832	7 149	7 254	7 934
Autres dettes .....	8 511	8 339	9 257	9 116	9 304
Dettes à long terme du secteur public <sup>(6)</sup> .....	113 247 \$	114 095 \$	118 650 \$	120 235 \$	126 235 \$
En pourcentage du <sup>(7)</sup> :					
PIB .....	66,2 %	63,9 %	65,7 %	64,4 %	65,8 %
Revenu personnel .....	76,6 %	74,7 %	76,3 %	75,8 %	77,1 %

<sup>(1)</sup> Variation en pourcentage du produit intérieur brut (« PIB ») corrigé en fonction de l'inflation; désigné dans les présentes « PIB réel ».

<sup>(2)</sup> La diminution en pourcentage de 1994 reflète la réduction des taxes sur le tabac décrétée en février 1994. Statistique Canada estime que, exclusion faite des produits du tabac, l'indice des prix à la consommation (« IPC ») aurait augmenté de 0,6 % au Québec.

<sup>(3)</sup> Les données des exercices financiers 1995 à 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en application le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

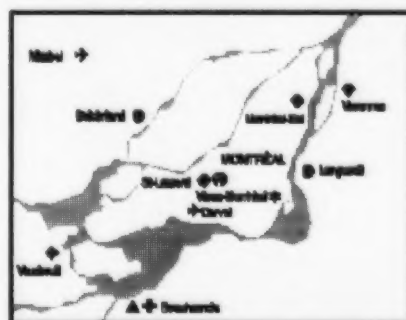
<sup>(4)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(5)</sup> Représente principalement la dette d'Hydro-Québec.

<sup>(6)</sup> Déduction faite des fonds d'amortissement.

<sup>(7)</sup> Les pourcentages sont établis d'après le PIB et le revenu personnel de l'année civile précédente.

- AIRPORT
- ALLIANCE
- ◆ PRODUCTS CHIMIQUES
- ◆ ELECTROTE
- ◆ PRODUCTS ELECTRONIQUES
- ▲ PRODUCTS FORESTIERS
- ◆ LINES MARITIMES
- TOURISME
- ◆ MATERIELE TRANSPORT



## PROVINCE DE QUEBEC

### VUE D'ENSEMBLE

Le Québec est la plus vaste des dix provinces du Canada selon sa superficie (1 541 000 kilomètres carrés, ou 594 860 milles carrés, ce qui représente 15,4 % de la superficie du Canada) et la deuxième en importance par sa population (7,4 millions, soit 24,2 % de la population du Canada, en janvier 1999). Le Québec possède une économie moderne et développée, les industries de fabrication et de services ayant respectivement contribué pour 21 % et 71 % au PIB réel au coût des facteurs en 1998. Parmi les industries manufacturières les plus importantes au Québec, on retrouve le matériel de transport (y compris les avions ainsi que les véhicules automobiles et les pièces connexes), le papier et produits connexes, les métaux primaires (y compris les alumineries et les entreprises d'affinage du cuivre), les produits électriques et électroniques ainsi que les produits chimiques (notamment les produits pharmaceutiques). Le Québec possède aussi d'importantes ressources hydroélectriques générant près du tiers de l'électricité produite au Canada.

Les villes de Montréal et de Québec, cette dernière étant la capitale, sont les centres de l'activité économique. Montréal est l'un des principaux centres d'activité industrielle, commerciale et financière d'Amérique du Nord et le deuxième centre urbain du Canada en importance selon sa population. Montréal possède aussi les plus grandes installations portuaires du Canada, situées sur le fleuve Saint-Laurent, donnant accès à l'océan Atlantique ainsi qu'au réseau de navigation intérieure des Grands Lacs. Le français est la langue officielle du Québec qui est parlée par environ 95 % de la population.

#### Cadre constitutionnel

Le Canada est une fédération de dix provinces et de trois territoires fédéraux ; le partage constitutionnel des compétences entre les gouvernements fédéral et provinciaux est indiqué dans les *Lois constitutionnelles de 1867 à 1982* (la « Constitution »).

Selon la Constitution, chaque gouvernement provincial a le pouvoir exclusif de prélever des revenus par la taxation directe dans ses limites territoriales. Chaque gouvernement provincial est également habilité à légiférer sur l'éducation, la santé, les services sociaux, la propriété et les droits civils, les ressources naturelles, les institutions municipales et, généralement, à l'égard de toutes les questions de nature purement locale ou privée dans sa province, ainsi qu'à réglementer et prélever des revenus à partir de la prospection, la mise en valeur, la conservation et la gestion des ressources naturelles.

Le Parlement fédéral est habilité à prélever des revenus au moyen de tout mode ou système de taxation et il a généralement compétence à l'égard de questions ou de sujets qui ne sont pas visés par les champs d'attribution exclusifs des provinces. Il a la compétence exclusive sur la réglementation des échanges et du commerce, le cours monétaire et le monnayage, les banques et le commerce bancaire, la défense nationale, la naturalisation et les aubains, le service postal, la navigation et les navires, les lettres de change, l'intérêt de l'argent et la faillite.

La *Loi constitutionnelle de 1982* (la « Loi constitutionnelle »), adoptée par le Parlement du Royaume-Uni, permet, entre autres, que des modifications à la Constitution soient effectuées au Canada et en prévoit la procédure. La Loi constitutionnelle comprend également diverses modifications à la Constitution, comme l'adoption d'une charte des droits et libertés. La Loi constitutionnelle est entrée en vigueur en 1982 malgré l'opposition de l'Assemblée nationale du Québec (« l'Assemblée nationale ») et du gouvernement du Québec (le « gouvernement ») en raison de préoccupations se rapportant généralement au respect des domaines de compétence provinciale et aux modalités de la procédure de modification constitutionnelle.

Depuis 1982, les gouvernements fédéral et provinciaux ont signé deux accords constitutionnels, mais aucun n'a été ratifié. Le premier, signé en 1987, incluait une disposition reconnaissant le Québec comme une société distincte à l'intérieur du Canada, mais n'a pas été ratifié par les assemblées législatives de deux provinces. Le second, signé en 1992 par les représentants des territoires fédéraux et des associations nationales d'autochtones, a été rejeté par la majorité des électeurs de six provinces, incluant le Québec.

Le chef du Parti québécois a formé le gouvernement à la suite des élections générales tenues en septembre 1994. L'un des principaux objectifs du programme du Parti québécois est de réaliser la souveraineté du Québec de façon démocratique, notamment par la tenue d'un référendum au Québec.

Le 7 septembre 1995, le gouvernement a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi intitulé *Loi sur l'avenir du Québec* (la « Loi »), qui inclut, entre autres, des dispositions autorisant l'Assemblée nationale à proclamer la souveraineté du Québec après avoir officiellement présenté au gouvernement du Canada une offre formelle de partenariat économique et politique. La Loi devait entrer en vigueur seulement à la suite d'un vote favorable lors d'un référendum. Un référendum a été tenu le 30 octobre 1995 ; le résultat a été de 49,4 % pour et de 50,6 % contre.

Le 30 septembre 1996, le gouvernement fédéral, au moyen d'un renvoi devant la Cour suprême du Canada (la « Cour suprême »), a demandé à ce tribunal de déterminer la légalité, à la lumière du droit constitutionnel canadien et du droit international public, d'une déclaration unilatérale de souveraineté par le Québec. Le gouvernement a indiqué que l'accession du Québec à la souveraineté est une question politique qui sera décidée démocratiquement par la population du Québec lors d'un référendum. Le renvoi devant la Cour suprême a été entendu sans que le Québec n'y participe de quelque façon que ce soit. Le 20 août 1998, la Cour suprême décidait notamment qu'en vertu de la Constitution, le Québec ne pouvait proclamer unilatéralement sa souveraineté sans avoir négocié avec les autres participants de la confédération canadienne, dans le contexte constitutionnel actuel ; le Québec ne détient pas un droit, prévu par le droit international, lui permettant de déclarer unilatéralement sa souveraineté ; néanmoins, la répudiation claire par la population de l'ordre constitutionnel existant et l'expression claire du désir de réaliser la sécession confèreraient clairement légitimité aux revendications sécessionnistes et imposeraient aux autres provinces et au gouvernement fédéral l'obligation de prendre en considération et de respecter cette expression de la volonté démocratique en engageant des négociations et en les poursuivant en conformité avec les principes constitutionnels, y compris le fédéralisme, la démocratie, le constitutionnalisme, la primauté du droit de même que la protection des minorités ; aussi, le Québec devrait négocier conformément à ces principes constitutionnels. La Cour suprême a toutefois reconnu que si le Québec, ayant négocié dans le respect des principes et valeurs constitutionnels, face à l'intransigeance injustifiée d'autres participants au niveau fédéral ou provincial, aurait probablement plus de chances d'être reconnu que s'il n'avait pas lui-même agi conformément aux principes constitutionnels au cours du processus de négociation.

Le 14 septembre 1997, les premiers ministres de toutes les provinces, sauf le Québec, et les chefs du gouvernement de chacun des territoires, se sont entendus sur un cadre de discussion en sept points sur l'unité canadienne, désigné par l'expression la déclaration de Calgary (la « Déclaration »). La Déclaration reconnaît, entre autres, l'égalité des provinces, la diversité multiculturelle du Canada et le caractère distinct de la société québécoise. Les signataires de la Déclaration ont consulté la population de leurs provinces et territoires respectifs quant au contenu de cette Déclaration. Le Québec n'a pas participé à ces discussions, indiquant que la Déclaration ne répondait pas aux exigences constitutionnelles historiques du Québec. Le gouvernement fédéral n'a pas encore ratifié cette Déclaration.

En octobre 1997, une action privée a été déposée devant la Cour supérieure du Québec (la « Cour supérieure ») contre le premier ministre et le procureur général du Québec en vue d'obtenir, notamment, un jugement suivant lequel, en cas de déclaration unilatérale de souveraineté par le Québec en violation de la constitution et de décisions judiciaires, le demandeur ainsi que tous les autres contribuables québécois qui en font le choix (i) continueraient d'être assujettis à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), (ii) ne seraient plus assujettis à la *Loi sur les impôts* (Québec) tant que les tribunaux n'en décideraient pas autrement et (iii) seraient autorisés à déposer dans un fonds en fiducie spécial la portion de leurs impôts qui seraient normalement versés au Québec. La poursuite a été contestée par le gouvernement alléguant, entre autres, qu'elle était non fondée en droit. Le 6 mars 1998, la Cour supérieure a rejeté l'action. Le demandeur a interjeté appel de cette décision. L'audience devant la Cour d'appel est prévue pour le 16 septembre 1999.

À la suite de l'élection générale tenue le 30 novembre 1998, le Parti québécois a formé le gouvernement. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre du Québec a déclaré que, si son parti était reporté au pouvoir, le gouvernement tiendrait un référendum sur la question de la souveraineté si une telle consultation avait une chance raisonnable de produire un résultat positif. Le premier ministre a également déclaré qu'aucun référendum ne serait tenu au cours des deux premières années du mandat de son gouvernement.



## Gouvernement

Au Québec, le pouvoir législatif est exercé par le Parlement du Québec, qui comprend le lieutenant-gouverneur, désigné par le gouverneur général du Canada, et l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale est formée de 125 députés élus au scrutin populaire pour représenter respectivement chacune des circonscriptions électorales. Conformément à la pratique constitutionnelle, le chef du parti ayant fait élire le plus grand nombre de députés est désigné premier ministre et forme le gouvernement.

Le pouvoir exécutif au Québec est dévolu au lieutenant-gouverneur agissant avec ou selon la recommandation du Conseil exécutif, qui est formé du premier ministre et des membres de son cabinet (Conseil des ministres). Le Conseil exécutif doit rendre compte à l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale est actuellement composée de 76 membres du Parti québécois, de 48 membres du Parti libéral et d'un membre du Parti de l'action démocratique du Québec. Les membres sont élus pour un mandat de cinq ans, sous réserve d'une dissolution anticipée de l'Assemblée nationale par le lieutenant-gouverneur, à la demande du premier ministre. Le mandat du gouvernement actuel se termine à la prochaine élection, qui devrait être tenue au plus tard en décembre 2003.

## ECONOMIE

### Évolution économique en 1998

#### *Canada*

La croissance du produit intérieur brut (« PIB ») corrigé en fonction de l'inflation (« PIB réel ») a reculé pour s'établir à 3,0 % en 1998, comparativement à 3,8 % en 1997. Ce ralentissement découle principalement de la croissance moins soutenue des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Pour chacune des années 1998 et 1997, les exportations ont contribué pour une part importante à la croissance du PIB réel, augmentant de 8,1 % en 1998 et de 8,0 % en 1997. En partie en raison des taux d'intérêt plus élevés, la croissance de la demande intérieure finale a été de 2,6 %, comparativement à 4,3 % en 1997.

Après deux années consécutives de croissance, la confiance des consommateurs s'est quelque peu érodée en 1998. Sous l'effet de taux d'intérêt plus élevés, les dépenses réelles des consommateurs n'ont augmenté que de 2,7 % en 1998, comparativement à une hausse de 4,1 % en 1997. Les investissements non résidentiels ont augmenté de 6,3 % en 1998, particulièrement en raison d'une hausse de 10,0 % des investissements en matériel et outillage. Les investissements résidentiels ont diminué de 1,6 % en raison de la baisse de 6,5 % des mises en chantier. Les dépenses gouvernementales pour des biens et services ont augmenté de 0,7 %. Les importations ont augmenté de 6,4 %, près de 60 % de cette croissance étant attribuable au secteur du matériel et de l'outillage.

L'indice des prix à la consommation (« IPC ») a augmenté de 0,9 % en 1998 par rapport à l'année précédente. L'emploi s'est accru de 2,8 % et le taux de chômage a diminué, s'établissant à 8,3 % comparativement à 9,2 % en 1997.

#### *Québec*

Malgré la baisse du prix des marchandises et les pannes causées par la tempête de verglas qui s'est abattue sur le Québec en janvier 1998, les résultats économiques de 1998 figurent parmi les meilleurs de la décennie. Le PIB réel a augmenté de 2,8 %, comparativement à 2,7 % en 1997.

La demande intérieure finale a augmenté de 2,3 % en termes réels, alors qu'elle avait progressé de 2,1 % en 1997. Les taux d'intérêt plus élevés ont eu des répercussions négatives sur les dépenses de consommation, qui ont augmenté de seulement 2,2 %, comparativement à 3,2 % en 1997, malgré le regain de confiance des consommateurs. La valeur des investissements non résidentiels s'est accrue de 8,0 %. Les immobilisations du secteur public ont augmenté de 14,0 % en raison de la hausse des investissements des entreprises publiques, tandis que les investissements non résidentiels privés ont augmenté de 5,6 %. La valeur des investissements résidentiels s'est

accrue de 7,6 %. En 1998, les exportations internationales de marchandises ont augmenté de 6,3 %, pour ce qui est du volume, et de 8,8 %, pour ce qui est de la valeur.

L'IPC a augmenté de 1,4 % en 1998 par rapport à l'année précédente. L'emploi s'est accru de 2,1 % et le taux de chômage s'est replié à 10,4 %, alors qu'il était de 11,4 % en 1997.

Le tableau suivant résume les principaux indicateurs économiques du Québec pour chacune des années indiquées.

### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES <sup>(1)</sup>

	1994	1995	1996	1997	1998	Taux de croissance annuel composé 1993-1998
(montants en millions de dollars, sauf les montants par habitant)						
<b>PIB</b>						
Aux prix courants du marché.....	171 049 \$	178 580 \$	180 559 \$	186 740 \$	191 865 \$	3,4 %
	5,3 %	4,4 %	1,1 %	3,4 %	2,7 %	
Aux prix du marché (prix de 1992).....	167 510 \$	170 298 \$	172 022 \$	176 601 \$	181 482 \$	2,3
	3,6 %	1,7 %	1,0 %	2,7 %	2,8 %	
Par habitant, aux prix de 1992.....	23 242 \$	23 517 \$	23 649 \$	24 165 \$	24 744 \$	1,9
	3,0 %	1,2 %	0,6 %	2,2 %	2,4 %	
Revenu personnel.....	147 933 \$	152 744 \$	155 445 \$	158 529 \$	163 634 \$	2,5
	2,4 %	3,3 %	1,8 %	2,0 %	3,2 %	
Par habitant.....	20 525 \$	21 093 \$	21 370 \$	21 692 \$	22 310 \$	2,0
	1,8 %	2,8 %	1,3 %	1,5 %	2,8 %	
Immobilisations.....	26 689 \$	24 857 \$	26 771 \$	28 832 \$	31 108 \$	3,9
	3,9 %	(6,9) %	7,7 %	7,7 %	7,9 %	
Valeur des expéditions manufacturières.....	85 186 \$	94 420 \$	96 604 \$	101 407 \$	105 348 \$	7,1
	13,9 %	10,8 %	2,3 %	5,0 %	3,9 %	
Commerce de détail.....	49 598 \$	49 292 \$	52 086 \$	55 751 \$	56 927 \$	4,0
	5,8 %	(0,6) %	5,7 %	7,0 %	2,1 %	
(en milliers de personnes)						
Population (au 1 <sup>er</sup> juillet).....	7 207	7 241	7 274	7 308	7 335	0,5
	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	
Population active.....	3 595	3 612	3 643	3 680	3 713	0,9
	1,4 %	0,5 %	0,8 %	1,0 %	0,9 %	
Emploi.....	3 156	3 204	3 213	3 260	3 328	1,6
	2,5 %	1,5 %	0,3 %	1,5 %	2,1 %	
Taux de chômage.....	12,2 %	11,3 %	11,8 %	11,4 %	10,4 %	
(1992=100)						
IPC <sup>(2)</sup> .....	100,0	101,8	103,4	104,9	106,4	1,0
	(1,4) %	1,8 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	

<sup>(1)</sup> Sauf indication contraire, les pourcentages indiquent des variations en pourcentage par rapport à l'année précédente.

<sup>(2)</sup> Le pourcentage de diminution de 1994 reflète la réduction des taxes sur le tabac décrétée en février 1994. Statistique Canada estime que, si l'on exclut les produits du tabac, l'IPC aurait augmenté de 0,6 % au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

### Structure économique

En 1998, le Québec a compté pour 21,3 % du PIB réel au coût des facteurs du Canada. Le secteur des services a contribué pour 71,2 % au PIB réel du Québec au coût des facteurs, comparativement à 26,0 % pour le secteur secondaire et à 2,8 % pour le secteur primaire. La situation de l'économie du Québec est influencée par l'évolution des économies de ses principaux partenaires commerciaux, particulièrement les États-Unis, le plus vaste marché pour

les exportations du Québec. En 1998, le Québec a exporté plus de 56 % de sa production vers les autres provinces canadiennes et le reste du monde.

Le tableau suivant illustre la contribution de chacun des secteurs au PIB réel au coût des facteurs (aux prix de 1992) pour chacune des années indiquées, sur la base de la valeur ajoutée (la valeur totale des biens livrés et des services rendus, déduction faite du coût des matériaux et des fournitures, du combustible et de l'électricité).

#### PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL PAR SECTEUR AUX PRIX DE 1992

	1994	1995	1996	1997	1998	% du total - 1998	
						Canada	Québec
	(montants en millions de dollars)						
Secteur primaire :							
Agriculture, forêts, pêches et piégeage.....	2 899 \$	3 129 \$	3 169 \$	3 234 \$	3 182 \$	2,4 %	2,1 %
Mines et carrières.....	1 181	1 227	1 224	1 179	1 084	3,9	0,7
	4 080	4 356	4 393	4 413	4 266	6,3	2,8
Secteur secondaire :							
Fabrication.....	28 149	28 145	28 623	29 992	31 479	17,8	20,6
Construction.....	8 400	7 465	7 544	7 509	8 158	5,4	5,4
	36 549	35 610	36 167	37 501	39 637	23,2	26,0
Secteur des services :							
Services communautaires, commerciaux et personnels...	37 191	38 288	38 730	39 309	39 954	24,6	26,2
Finances, assurances et immobilier.....	20 663	21 263	21 535	22 068	22 437	16,5	14,7
Commerce de gros et de détail.....	16 484	16 930	16 975	17 477	18 222	12,1	11,9
Transports, communications et entreposage.....	10 578	10 783	10 785	11 240	11 850	7,9	7,7
Services gouvernementaux .....	10 204	9 976	9 699	9 578	9 506	6,0	6,2
Autres services publics .....	6 567	6 929	6 954	7 055	6 812	3,4	4,5
	101 687	104 169	104 678	106 727	108 781	70,5	71,2
PIB réel .....	142 316 \$	144 135 \$	145 238 \$	148 641 \$	152 684 \$	100,0 %	100,0 %

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

#### Secteur primaire

En 1998, le secteur primaire, qui comprend l'agriculture, les forêts, les pêches et le piégeage ainsi que les mines et carrières, a contribué pour 2,8 % au PIB réel au coût des facteurs et représentait 3,6 % de l'emploi au Québec. Les forêts du Québec, qui couvrent une superficie de 1 140 000 kilomètres carrés, ou 440 000 milles carrés, constituent l'une de ses principales richesses naturelles. Selon les estimations, les opérations forestières du Québec ont produit près de 1,5 milliard de pieds cubes de bois d'œuvre en 1998, générant des revenus de 2,3 milliards de dollars découlant des ventes intérieures et des ventes à l'exportation destinées aux industries des produits du bois et des pâtes et papiers. Dans le secteur des mines et carrières, qui représentait 25,4 % du secteur primaire en 1998, la production est principalement axée sur l'or, le fer, le cuivre et le zinc. En 1998, la valeur de la production minière s'est élevée à 3,4 milliards de dollars.

#### Secteur secondaire

En 1998, le secteur secondaire, qui comprend les industries de la fabrication et de la construction, a contribué pour 26,0 % au PIB réel au coût des facteurs et pour 22,4 % de l'emploi au Québec. Pour ce qui est du PIB réel au coût des facteurs, l'industrie de la construction a enregistré une augmentation de 8,6 % en 1998 comparativement à 1997. Soutenu par l'amélioration des marchés d'exportation en 1998, le PIB réel au coût des facteurs de l'industrie manufacturière a augmenté de 5,0 %. La valeur totale des expéditions a augmenté de 3,9 % pour s'établir à 105,3 milliards de dollars en 1998, ce qui représente 23,5 % des expéditions canadiennes totales. Les biens durables ont contribué pour 50,8 % au PIB réel au coût des facteurs et pour 47,2 % à l'emploi dans le secteur manufacturier.



L'industrie manufacturière au Québec est principalement axée sur la production de matériel de transport (notamment, des avions et des véhicules automobiles et pièces connexes), de papier et de produits connexes, de métaux primaires (ce qui comprend les alumineries et les entreprises d'affinage du cuivre), de produits électriques et électroniques ainsi que de produits chimiques, en particulier les produits pharmaceutiques. Grâce à l'avantage concurrentiel dont il dispose en produisant l'électricité à moindre coût, le Québec est devenu l'un des principaux producteurs d'aluminium au monde.

Le tableau suivant présente de l'information sur la valeur des expéditions de l'industrie manufacturière pour chacune des années indiquées.

#### VALEURS DES EXPÉDITIONS MANUFACTURIÈRES

	1994	1995	1996	1997	1998	% du total de 1998
	(montants en millions de dollars)					
Aliments et boissons .....	11 372 \$	11 710 \$	12 492 \$	12 734 \$	12 824 \$	12,2 %
Matériel de transport .....	10 425	11 105	10 857	11 191	12 195	11,6
Produits électriques et électroniques .....	7 279	8 080	8 795	9 455	11 054	10,5
Papier et produits connexes .....	8 161	11 575	10 300	10 379	10 818	10,3
Métaux primaires .....	7 673	8 831	9 018	9 841	9 642	9,1
Produits du bois .....	5 408	5 306	5 796	6 557	6 893	6,5
Produits chimiques .....	5 818	6 464	6 437	6 839	6 742	6,4
Fabrication de produits métalliques .....	3 724	4 237	4 561	4 765	5 270	5,0
Imprimerie et édition .....	3 710	3 939	3 921	3 940	4 119	3,9
Vêtement .....	3 865	4 045	3 892	4 110	4 026	3,8
Autres .....	17 751	19 128	20 535	21 596	21 765	20,7
	<u>35 186 \$</u>	<u>94 420 \$</u>	<u>96 604 \$</u>	<u>101 407 \$</u>	<u>105 348 \$</u>	<u>100,0 %</u>

Source : Statistique Canada.

#### Secteur des services

Le secteur des services comprend un large éventail d'activités, tels les services communautaires, commerciaux et personnels, les finances, les assurances et l'immobilier, le commerce de gros et de détail, les transports, les communications et l'entreposage, les services gouvernementaux ainsi que d'autres services publics. En 1998, le secteur des services a contribué pour 71,2 % au PIB réel au coût des facteurs et a représenté 74,0 % de l'emploi au Québec.

Pour ce qui est du PIB réel au coût des facteurs, les augmentations dans le secteur des services en 1998 ont été enregistrées dans les transports, les communications et l'entreposage (5,4 %), le commerce de gros et de détail (4,3 %), les finances, les assurances et l'immobilier (1,7 %) et les services communautaires, commerciaux et personnels (1,6 %). Les autres services publics ont accusé une baisse de 3,4 % du PIB réel au coût des facteurs en 1998. Les services gouvernementaux ont enregistré une baisse de 0,8 % en 1998 en raison des réductions générales des dépenses des gouvernements à tous les niveaux.

Vu l'étendue du territoire du Québec, les moyens de transport sont essentiels au développement de l'économie. Le transport maritime est principalement assuré par le fleuve Saint-Laurent et la voie maritime. En 1998, près de 28 % du tonnage international manutentionné dans les ports canadiens a transité par les installations portuaires du Québec. Les réseaux routier, ferroviaire et aérien desservent les régions habitées, avec une concentration plus élevée dans les régions métropolitaines de Montréal et de la ville Québec.

La présence de grandes institutions financières canadiennes et étrangères, d'institutions coopératives du Québec, ainsi que des entreprises de type intermédiaire financier et d'organismes gouvernementaux fiduciaires (en particulier, la Caisse de dépôt et placement du Québec), dont un grand nombre est situé à Montréal, assure, dans une large mesure, les ressources financières nécessaires à une croissance économique soutenue.

## Immobilisations

En 1998, la valeur des immobilisations des secteurs privé et public a augmenté de 7,9 % au Québec. Dans cette province, les immobilisations totales ont augmenté en raison d'une croissance de 8,0 % des investissements non résidentiels et d'une croissance de 7,6 % des investissements résidentiels.

Les investissements non résidentiels ont augmenté de 14,0 % dans le secteur public et de 5,6 % dans le secteur privé. L'augmentation des investissements non résidentiels en 1998 provient, en partie, des augmentations dans les transports et l'entreposage (32,3 %), les services aux entreprises, l'hébergement et autres services (25,1 %), les communications et autres services publics (21,4 %), la construction (17,4 %), la fabrication (5,5 %) et les finances, assurances et services immobiliers (5,1 %). Ces augmentations ont été partiellement compensées par des diminutions dans les mines et carrières (17,4 %) et le commerce de gros et de détail (8,2 %).

Le tableau suivant présente le total des immobilisations des secteurs privé et public au Québec, pour chacune des années indiquées.

### IMMOBILISATIONS

	1994	1995	1996	1997	1998 <sup>(1)</sup>	% du total de 1998
	(montants en millions de dollars)					
Investissements non résidentiels :						
Finances, assurances et services immobiliers .....	2 076 \$	2 223 \$	3 070 \$	4 577 \$	4 811 \$	15,5 %
Communications et autres services publics .....	4 606	4 161	3 788	3 728	4 525	14,5
Fabrication .....	3 477	3 677	4 092	4 150	4 376	14,1
Gouvernement, éducation, santé et services sociaux .....	4 387	4 395	4 316	4 028	4 071	13,1
Transports et entreposage .....	594	607	916	947	1 253	4,0
Services aux entreprises, hébergement et autres services ...	1 296	1 115	1 108	982	1 229	3,9
Commerce de gros et de détail .....	961	1 112	1 023	1 334	1 224	3,9
Agriculture, forêts, pêches et piégeage .....	663	611	617	604	616	2,0
Mines et carrières .....	545	703	727	667	551	1,8
Construction .....	472	421	448	452	531	1,7
	19 077	19 025	20 105	21 469	23 187	74,5
Investissements résidentiels .....	7 612	5 832	6 666	7 363	7 921	25,5
	26 689 \$	24 857 \$	26 771 \$	28 832 \$	31 108 \$	100,0 %
Secteur privé .....	18 664 \$	17 019 \$	19 742 \$	22 717 \$	24 137 \$	77,6 %
Secteur public .....	8 025	7 838	7 029	6 115	6 971	22,4
	26 689 \$	24 857 \$	26 771 \$	28 832 \$	31 108 \$	100,0 %

<sup>(1)</sup> Estimations préliminaires.

Source : Statistique Canada.

## Exportations internationales

Les exportations internationales de biens en provenance du Québec, comptabilisées par l'Institut de la statistique du Québec à partir des données sur les exportations totales de biens du Canada, ont totalisé 57,3 milliards de dollars en 1998, comparativement à 52,6 milliards de dollars en 1997, soit une augmentation de 8,8 %. En 1998, des augmentations ont été enregistrées dans la valeur des exportations des secteurs suivants : avions et pièces connexes (30,4 %), vêtements et accessoires (18,9 %), produits du plastique (12,3 %), bois d'œuvre et produits du bois (10,2 %), machinerie (8,5 %), véhicules automobiles et pièces connexes (6,4 %), produits chimiques (2,4 %) et papier journal et papier d'impression (1,3 %). Ces gains ont été partiellement compensés par les diminutions dans la valeur des exportations d'aluminium et d'alliages (-5,0 %) et de produits électroniques (-2,6 %).

Les États-Unis constituent le principal marché international d'exportation pour le Québec, ayant absorbé 83,4 % des exportations internationales de biens en 1998. Le tableau suivant illustre les exportations internationales québécoises de biens pour chacune des années indiquées.

#### EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE BIENS DU QUÉBEC

	1994	1995	1996	1997	1998	% du total de 1998
	(montants en millions de dollars)					
Produits électroniques.....	4 038 \$	4 810 \$	6 061 \$	7 168 \$	6 981 \$	12,2 %
Avions et pièces connexes.....	2 886	3 673	4 218	4 255	5 547	9,7
Aluminium et alliages.....	3 628	4 545	4 140	4 597	4 368	7,6
Papier journal et papier d'impression...	3 417	4 636	4 366	4 226	4 281	7,5
Bois d'œuvre et produits du bois.....	2 196	2 279	2 916	3 156	3 479	6,1
Véhicules automobiles et pièces connexes.....	4 602	4 175	2 747	2 856	3 038	5,3
Machinerie.....	1 151	1 326	1 514	1 744	1 892	3,3
Produits chimiques.....	1 060	1 507	1 574	1 716	1 756	3,1
Vêtements et accessoires.....	594	751	942	1 126	1 339	2,3
Produits du plastique.....	590	974	903	939	1 055	1,8
Autres biens.....	16 943	19 854	20 027	20 846	23 543	41,1
	41 103 \$	48 478 \$	49 408 \$	52 629 \$	57 280 \$	100,0 %

Source : Institut de la statistique du Québec.

En 1989, les États-Unis et le Canada ont conclu un accord de libre-échange (« ALE ») qui a conduit, entre autres, à l'élimination graduelle des tarifs sur les biens et services entre les deux pays et à la libéralisation des échanges dans le secteur de l'énergie. L'ALE prévoit aussi une révision binationale obligatoire des décisions nationales rendues dans les cas de dumping et de droits compensatoires, ainsi que l'arbitrage obligatoire des différends entre le Canada et les États-Unis quant à la conformité de l'un ou l'autre avec l'ALE ou les règlements de l'Organisation mondiale du commerce. En 1994, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé un accord de libre-échange similaire, l'Accord de libre-échange nord-américain, qui, à quelques exceptions près, prévoit l'élimination graduelle d'ici 2003 des tarifs sur les biens et services entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. En avril 1998, des négociations ont été amorcées par des pays des Amériques (du Nord, centrale et du Sud) afin de parvenir à un nouvel accord commercial d'ici 2005 (zone de libre-échange des Amériques). Le gouvernement croit que l'élimination de toutes les barrières commerciales stimulera la croissance économique et accélérera les immobilisations au Québec. Le Canada a également signé d'autres accords commerciaux afin de promouvoir le commerce avec des partenaires économiques.

#### Population active

En 1998, la population active était estimée à 3,7 millions de personnes, soit une augmentation de 0,9 % par rapport à 1997. Le taux d'activité de la population active en 1998 était estimé à 62,2 % au Québec, comparativement à 65,1 % au Canada. En 1998, l'emploi au Québec et au Canada avait augmenté, respectivement, de 2,1 % et 2,8 %. Le taux de chômage a baissé, passant de 11,4 % en 1997 à 10,4 % en 1998 au Québec, alors qu'il est passé de 9,2 % à 8,3 % au Canada.

#### Énergie

L'énergie totale consommée au Québec en 1997 (la dernière année pour laquelle l'information est disponible) provenait de l'électricité à raison de 41,7 %, du pétrole à raison de 40,4 %, du gaz naturel à raison de 16,7 % et du charbon à raison de 1,2 %.

Le Québec génère près du tiers de toute l'électricité produite au Canada et est l'un des plus importants producteurs d'hydroélectricité au monde. En 1998, près de 96 % de toute l'électricité produite au Québec provenait d'installations hydroélectriques. Près de 39 000 mégawatts (« MW ») de puissance hydroélectrique (incluant la puissance des producteurs indépendants et la puissance garantie par Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited)

ont été ou sont sur le point d'être développés. On estime que le Québec possède un potentiel hydroélectrique additionnel d'environ 46 000 MW (avec un taux d'utilisation de 60 %), dont le tiers peut présentement être exploité de manière rentable. De toute l'électricité produite au Québec en 1998, un volume de 11,0 % a été exporté vers les États-Unis et les autres provinces canadiennes, comparativement à 10,2 % en 1997.

## FINANCES DU GOUVERNEMENT

### Administration financière

L'administration générale des finances gouvernementales incombe au ministre des Finances. La *Loi sur l'administration financière* régit la gestion des deniers publics au Québec et le Conseil du trésor détermine les conventions comptables. Le Conseil exécutif prend les décrets qui autorisent le ministre des Finances à conclure des contrats financiers, y compris ceux qui ont trait aux emprunts du gouvernement. Les comptes du gouvernement sont tenus selon une méthode modifiée de comptabilité d'exercice. L'exercice financier du gouvernement se termine le 31 mars. Le Vérificateur général est responsable de la vérification des comptes du gouvernement et en fait rapport annuellement à l'Assemblée nationale.

Tous les revenus et deniers sur lesquels la Législature détient un droit d'allocation forment le fonds consolidé du revenu du Québec. Le budget et les crédits provenant du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés sont publiés au début de chaque exercice financier. Des états financiers intérimaires et des révisions aux prévisions budgétaires sont publiés chaque trimestre. Les opérations sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires et de financement. Les opérations budgétaires sont reliées aux revenus et dépenses du gouvernement. Les revenus proviennent d'impôts, de taxes, de droits, de permis, de revenus d'entreprises du gouvernement et des organismes consolidés, des transferts du gouvernement fédéral et de diverses sources. Les dépenses comprennent les dépenses de fonctionnement pour les biens et services (y compris les pertes de certaines entreprises du gouvernement), l'amortissement des immobilisations, les paiements de transfert, le service de la dette et les provisions du gouvernement au titre des régimes de retraite du secteur public. Les opérations non budgétaires incluent les variations dans les soldes des placements, prêts et avances consentis par le gouvernement, principalement à ses propres entreprises, les variations des immobilisations nettes faites par le gouvernement, les variations de la provision accumulée au titre des régimes de retraite administrés par le gouvernement et la variation de certains comptes du fonds de roulement. Les opérations de financement incluent les variations de l'encaisse et des engagements financiers.

Le ministre des Finances a mis en œuvre une réforme des conventions comptables du gouvernement pour l'exercice financier 1998. Les nouvelles conventions comptables découlent principalement des recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. La modification des conventions comptables suivies par le gouvernement concerne principalement ce qui suit :

- les régimes de retraite, notamment la liste de tous les éléments de passif actuariel non comptabilisés ;
- les immobilisations, dont l'amortissement pourra être comptabilisé en fonction de leur durée de vie utile ;
- les coûts des mesures visant à réorganiser le secteur public, qui seront comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils seront engagés ;
- les emprunts, surtout afin d'amortir les coûts de manière plus précise et de refléter l'utilisation accrue de nouveaux instruments financiers ;
- l'introduction d'états financiers consolidés pour toutes les entités devant rendre des comptes à l'Assemblée nationale sur la gestion de leurs activités et l'utilisation de leurs ressources financières.

Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997, étant donné que les ajustements nécessaires ne peuvent être raisonnablement déterminés. La mise en vigueur des nouvelles conventions comptables a eu pour effet d'augmenter le déficit budgétaire de 132 M\$ pour l'exercice financier 1997-1998.

En décembre 1996, l'Assemblée nationale a unanimement adopté la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire* (la « Loi sur l'élimination du déficit »). La Loi sur l'élimination du déficit stipule que le déficit budgétaire du gouvernement ne peut excéder les montants suivants : 3,275 milliards de dollars pour 1996-1997, 2,200 milliards de dollars pour 1997-1998, 1,200 milliard de dollars pour 1998-1999 et zéro par la suite. Compte tenu des résultats de 1998-1999, l'équilibre du budget a été réalisé un an plus tôt que prévu.

La Loi sur l'élimination du déficit stipule que tout dépassement de moins de 1 milliard de dollars doit être résorbé au cours de l'exercice financier suivant. Dans le cas d'un dépassement supérieur à 1 milliard de dollars et imputable à des circonstances exceptionnelles mentionnées dans la Loi sur l'élimination du déficit, le gouvernement peut excéder le déficit fixé pour plus d'un an, mais il doit résorber les dépassements sur une période maximale de cinq ans.

Le tableau suivant présente le sommaire des opérations financières du gouvernement pour les trois exercices financiers terminés le 31 mars 1998, les résultats préliminaires pour l'exercice financier 1999 et les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2000.

### SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

	Exercice financier terminé le 31 mars				
	Données non redressées	Données non redressées	Résultats préliminaires		Prévisions budgétaires
	1996 <sup>(1)</sup>	1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(2)</sup>	1999	2000
(en millions de dollars)					
Opérations budgétaires :					
Revenus autonomes .....	30 641 \$	31 170 \$	35 815 \$	37 738 \$	38 284 \$
Transferts du gouvernement du Canada <sup>(3)</sup> .....	8 142	6 719	5 990	8 002	6 908
Total des revenus .....	38 783	37 889	41 805	45 740	45 192
Dépenses de fonctionnement <sup>(3)</sup> .....	(36 696 )	(35 246 )	(36 637 )	(38 482 )	(37 593 )
Service de la dette .....	(6 038 )	(5 860 )	(7 360 )	(7 258 )	(7 599 )
Total des dépenses .....	(42 734 )	(41 106 )	(43 997 )	(45 740 )	(45 192 )
Déficit .....	(3 951 )	(3 217 )	(2 192 )	-	-
Opérations non budgétaires :					
Placements, prêts et avances .....	(287 )	(792 )	(1 315 )	(1 341 )	(1 258 )
Immobilisations .....	s.o.	s.o.	(199 )	(246 )	(300 )
Régimes de retraite .....	1 701	1 928	1 888	919	1 440
Autres comptes <sup>(4)</sup> .....	(411 )	(55 )	443	1 053	358
	1 003	1 081	817	385	240
Besoins financiers nets .....	(2 948 ) \$	(2 136 ) \$	(1 375 ) \$	385 \$	240 \$
Opérations de financement :					
Variation de l'encaisse .....	853	1 433	164	(2 300 )	2 627
Variation de la dette directe <sup>(5)</sup> .....	2 169	794	1 295	2 945	(1 740 )
Fonds d'amortissement des régimes de retraite <sup>(6)</sup> .....	(74 )	(91 )	(84 )	(1 030 )	(1 127 )
Total du financement des opérations .....	2 948 \$	2 136 \$	1 375 \$	(385 ) \$	(240 ) \$

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(3)</sup> L'entente Canada-Québec sur le marché du travail a pris effet le 1<sup>er</sup> avril 1998 et aucun ajustement n'a été effectué aux exercices financiers antérieurs. À la suite de cette entente, les transferts du gouvernement du Canada et les dépenses de programmes ont augmenté, ce qui a toutefois été sans effet sur le déficit.

<sup>(4)</sup> Reflète les variations annuelles dans les comptes créditeurs et débiteurs, l'encaisse ainsi que les dépôts bancaires et les chèques en circulation.

<sup>(5)</sup> Représente principalement les nouveaux emprunts de 5,227 milliards de dollars, de 7,049 milliards de dollars, de 10,121 milliards de dollars, de 9,442 milliards de dollars et de 4,057 milliards de dollars pour chacun des exercices financiers 1996 à 2000, respectivement, moins les remboursements d'emprunts. Sont inclus les emprunts pour le Fonds de financement à partir de l'exercice financier 1998 (se reporter à la rubrique « Dette du secteur public — Dette du gouvernement — Fonds de financement »).

<sup>(6)</sup> Reflète le produit des émissions de titres d'emprunt du gouvernement utilisés pour financer en partie les engagements du gouvernement au titre des régimes de retraite (se reporter à la rubrique « Opérations non budgétaires — Régimes de retraite »).



## Résultats préliminaires de 1998-1999

Les résultats préliminaires des opérations financières du gouvernement pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1999 indiquent que l'engagement du gouvernement visant l'élimination du déficit sera réalisé en 1998-1999, soit un an plus tôt que prévu dans le calendrier indiqué dans la Loi sur l'élimination du déficit. Le déficit s'élève à 1,200 milliard de dollars de moins que le montant prévu dans le Discours sur le budget du 31 mars 1998 et à 2,192 milliards de dollars de moins que le déficit enregistré en 1997-1998.

Les revenus budgétaires consolidés pour l'exercice financier 1999 ont été de 2,806 milliards de dollars plus élevés que prévu dans le dernier budget. La croissance des revenus s'explique par une augmentation de 1,164 milliard de dollars des revenus autonomes et de 1,642 milliard de dollars des transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes ont été de 1,164 milliard de dollars plus élevés que prévu pour l'exercice financier 1999, ce qui est principalement attribuable aux meilleurs résultats économiques que ceux qui avaient été initialement escomptés et aux revenus supplémentaires récurrents comptabilisés à la fin de l'exercice financier 1998. L'augmentation des transferts du gouvernement du Canada découle surtout des revenus de péréquation.

Les dépenses budgétaires consolidées ont été ajustées à la hausse à raison de 1,606 milliard de dollars, pour s'établir à 45,740 milliards de dollars. Cette variation reflète notamment l'effet de la dépense extraordinaire d'un milliard de dollars dans le secteur de la santé et des services sociaux et de 170 millions de dollars dans le secteur de l'éducation. Le service de la dette a été réduit de 806 millions de dollars comparativement au niveau prévu dans le budget précédent. Cet ajustement à la baisse est essentiellement attribuable à l'application de taux d'intérêt inférieurs aux comptes de régimes de retraite en vigueur.

## Budget 1999-2000

Comme l'exige la Loi sur l'élimination du déficit, le budget devrait atteindre le point d'équilibre en 1999-2000, compte tenu de l'effet de la réforme comptable gouvernementale mise en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997. Le gouvernement compte réaliser un excédent financier net de 240 millions de dollars en 1999-2000. Exclusion faite des exigences financières des organismes consolidés, cet excédent financier net devrait s'établir à 750 millions de dollars selon le budget.

Pour l'exercice financier 1999-2000, les revenus budgétaires totaux devraient atteindre 45,192 milliards de dollars, soit une diminution de 1,2 % comparativement aux résultats préliminaires de 1998-1999. Cette baisse prévue est principalement imputable à la diminution appréciable des revenus de péréquation provenant du gouvernement fédéral, à l'effet sur un exercice financier complet de la réduction des impôts des particuliers en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et à la stagnation anticipée de la croissance des profits des entreprises. Près de 85 % des revenus budgétaires totaux proviennent des revenus autonomes.

Selon les prévisions, les dépenses budgétaires du gouvernement totaliseront 45,192 milliards de dollars en 1999-2000, soit une diminution de 1,2 % par rapport à 1998-1999. Exclusion faite de la dépense extraordinaire de 1,170 milliard de dollars enregistrée en 1998-1999 pour la restructuration financière et le plan de consolidation des institutions de santé et de services sociaux et les investissements visant à améliorer la situation financière des universités, les dépenses budgétaires devraient augmenter de 1,4 % en 1999-2000, soit moins que le taux d'inflation prévu. En raison de la réforme comptable, les dépenses budgétaires comprennent dorénavant les dépenses de programmes du gouvernement, les dépenses de fonctionnement des organismes consolidés et le service de la dette du gouvernement et des organismes consolidés. Selon le budget, les dépenses de programmes du gouvernement devraient diminuer de 2,4 % en 1999-2000. Toutefois, exclusion faite des dépenses extraordinaires comptabilisées en 1998-1999, les dépenses de programmes seraient en hausse de 0,8 %. En outre, le coût du service de la dette devrait augmenter en 1999-2000, car on prévoit des taux d'intérêt plus élevés qu'en 1998-1999.

Les projections établies dans le budget 1999-2000 reflètent les hypothèses suivantes formulées à l'égard de l'économie du Québec pour 1999.

#### HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES INCLUSES DANS LE BUDGET DE 1999-2000

	<u>Variation en pourcentage</u>
PIB :	
Aux prix courants du marché.....	2,9%
Aux prix du marché (prix de 1992) .....	2,1
Revenu personnel .....	3,1
Immobilisations non résidentielles .....	0,9
Dépenses de consommation.....	3,1
Population active .....	1,1
Emploi .....	1,6
Taux de chômage <sup>(1)</sup> .....	9,9

<sup>(1)</sup> Moyenne du taux de chômage pour l'année.  
Source : Ministère des Finances du Québec.

## Revenus budgétaires

Le tableau suivant présente les revenus budgétaires pour chacun des exercices financiers indiqués.

### REVENUS BUDGÉTAIRES

	Exercice financier terminé le 31 mars					
	Données non redressées	Données non redressées	Résultats préliminaires		Prévisions budgétaires	% du total de
	1996 <sup>(1)</sup>	1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(1)</sup>	1999	2000	2000
	(montants en millions de dollars)					
Impôts sur le revenu et taxes :						
Impôt sur le revenu des particuliers..	12 998 \$	13 228 \$	14 455 \$	15 115 \$	15 293 \$	33,8 %
Cotisations au Fonds des services de santé.....	3 694	3 768	3 893	4 057	4 083	9,0
Impôts des sociétés.....	2 517	2 931	3 443	3 265	3 325	7,4
Droits de succession.....	-	(1 )	-	-	-	-
	19 209	19 926	21 791	22 437	22 701	50,2
Taxes à la consommation :						
Vente au détail.....	5 613	5 213	5 488	6 231	6 369	14,1
Carburants.....	1 407	1 454	1 486	1 562	1 618	3,6
Tabac.....	265	283	323	490	468	1,0
Pari mutuel.....	2	-	-	-	-	-
	7 287	6 950	7 297	8 283	8 455	18,7
Droits et permis :						
Véhicules automobiles.....	482	490	641	652	659	1,5
Ressources naturelles.....	236	227	381	268	291	0,3
Boissons alcoolisées.....	126	123	129	134	136	0,6
Autres.....	153	156	163	166	165	0,4
	997	996	1 314	1 220	1 251	2,8
Divers :						
Ventes de biens et services.....	482	510	533	501	503	1,1
Amendes, confiscations et recouvrements.....	471	368	422	312	348	0,7
Intérêts.....	268	234	283	319	310	0,8
	1 221	1 112	1 238	1 132	1 161	2,6
Revenus provenant des entreprises du gouvernement <sup>(3)</sup> :						
Hydro-Québec.....	422	661	636	822	1 233	2,7
Loto-Québec.....	806	972	1 068	1 110	1 118	2,5
Société des alcools du Québec.....	351	372	378	400	431	1,0
Autres entreprises du gouvernement.....	348	181	652	689	155	0,3
	1 927	2 186	2 734	3 021	2 937	6,5
Organismes consolidés.....	s.o.	s.o.	1 441	1 645	1 779	3,9
Total des revenus autonomes.....	30 641	31 170	35 815	37 738	38 284	84,7
Transferts du gouvernement du Canada :						
Péréquation.....	4 321	4 103	4 229	5 296	4 385	9,7
Contributions aux programmes sociaux.....	-	2 554	1 660	1 697	1 682	3,7
Contributions aux programmes de bien-être social.....	2 031	(2 )	-	-	-	-
Autres transferts liés aux accords fiscaux.....	1 689	(38 )	27	70	15	-
Autres programmes <sup>(4)</sup> .....	101	102	(244 )	649	577	1,3
Organismes consolidés.....	s.o.	s.o.	318	290	249	0,6
	8 142	6 719	5 990	8 002	6 908	15,3
Total des revenus budgétaires.....	38 783 \$	37 889 \$	41 805 \$	45 740 \$	45 192 \$	100,0 %

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(3)</sup> Comprend les dividendes déclarés et les variations des excédents ou des déficits accumulés par les entreprises du gouvernement, dont les comptes sont consolidés avec, comme contrepartie, une réévaluation du placement détenu par le gouvernement. Les dividendes déclarés ont été de 1,607 milliard de dollars, de 1,466 milliard de dollars, de 1,803 milliard de dollars et de 1,780 milliard de dollars pour chacun des exercices financiers 1996 à 1999, respectivement, et devraient s'établir à 2,021 milliards de dollars pour l'exercice financier 2000.

<sup>(4)</sup> L'entente Canada-Québec sur le marché du travail a pris effet le 1<sup>er</sup> avril 1998 et aucun ajustement n'a été effectué aux exercices financiers antérieurs.



## *Taxes*

Le pouvoir de prélever des impôts sur le revenu des particuliers au Québec est partagé entre le gouvernement et le gouvernement fédéral. Le gouvernement prélève et perçoit ses impôts sur le revenu des particuliers à des taux qui varient de 20 % à 26 %, selon trois tranches d'imposition. Un montant optionnel au titre d'un crédit d'impôt non remboursable (équivalent à une déduction de base) est accordé en vertu du nouveau régime d'imposition simplifié mis en vigueur en 1998, en remplacement de divers crédits d'impôt et de déductions fiscales non remboursables qui étaient prévus par le système général d'imposition. Dans le Discours sur le Budget 1999-2000, le ministre des Finances a annoncé que l'impôt sur le revenu des particuliers diminuera de 400 millions de dollars avec prise d'effet en juillet 2000 et que le gouvernement était résolu à procéder à une réduction globale de 1,3 milliard de dollars au cours de son mandat actuel.

La taxe de vente du Québec (« TVQ ») est une taxe multi-stades sur la valeur ajoutée qui s'applique uniformément à chaque étape de la production et de la commercialisation des biens et des services. Un mécanisme de remboursement prévoit le remboursement des taxes payées sur les intrants lors des différentes étapes de production afin d'éviter la double taxation. Les remboursements de la TVQ sur l'énergie (sauf l'énergie utilisée pour produire des biens mobiliers), les télécommunications, les véhicules routiers, les carburants, les repas et les frais de représentation pour les grandes entreprises ne sont pas permis. Le taux de la TVQ est présentement de 7,5 %.

Au palier provincial, les entreprises du Québec sont assujetties à des impôts sur les bénéfices, le capital et les salaires. Les taux de l'impôt provincial sont de 5,75 % sur le revenu des entreprises actives admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de 8,90 % sur le revenu des autres entreprises actives et de 16,25 % sur le revenu des entreprises inactives ou sur les autres sources de revenu des entreprises. Les taux d'imposition applicables au capital et aux salaires (contributions au Fonds des services de santé) sont de 0,64 % et de 4,26 %, respectivement. Toutefois, le ministre des Finances a annoncé dans le budget 1998-1999 que le taux d'imposition du revenu des entreprises actives admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) passera de 5,75 % à 8,90 % (le même taux applicable au revenu des autres entreprises) le 1<sup>er</sup> juillet 1999. Également, le taux d'imposition applicable aux salaires sera réduit pour les petites et moyennes entreprises, en deux étapes : de 4,26 % à 3,75 %, le 1<sup>er</sup> juillet 1999, puis à 2,70 %, le 1<sup>er</sup> juillet 2000.

## *Transferts du gouvernement fédéral*

Les transferts du gouvernement fédéral devraient représenter, selon les estimations, 15,3 % des revenus budgétaires pour 1999-2000, après une baisse de 13,7 % entre l'exercice financier 1998 et celui de 1999, principalement par suite de la baisse des revenus de péréquation et de la croissance de la valeur des transferts fiscaux en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (« TCSPS »), lequel réduit les paiements à raison d'un montant équivalent. Les transferts fédéraux devraient diminuer de 1 % au cours de l'exercice financier 2000 par rapport à celui de 1999.

Les transferts du gouvernement fédéral sont soit inconditionnels (disponibles pour le financement de dépenses courantes), soit conditionnels (disponibles pour le financement de dépenses précises). La péréquation est le programme inconditionnel le plus important. Elle permet aux gouvernements provinciaux d'offrir des services publics raisonnablement comparables sans avoir à prélever des impôts trop élevés. Le programme de péréquation a été renouvelé en mars 1999 pour une période de cinq ans.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux pour la santé, les études post-secondaires et la sécurité du revenu par le biais du TCSPS. Le TCSPS remplace le Financement des programmes établis (« FPE »), par lequel le gouvernement fédéral contribuait aux programmes de santé et d'études post-secondaires, et le Régime d'assistance publique du Canada (« RAPC »), par lequel le gouvernement fédéral contribuait aux programmes de bien-être social.

Il existe deux formes de transferts sous le régime du TCSPS : les transferts fiscaux et les transferts financiers. Les droits totaux par province sont d'abord établis, desquels sont soustraits les transferts fiscaux pour obtenir les transferts financiers. Les transferts fiscaux représentent une partie de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés perçus dans les provinces. Les transferts financiers fluctueront en fonction

des droits totaux et de la valeur des impôts transférés au cours d'une année. Les transferts financiers fédéraux devraient s'établir à un montant de 1,7 milliard de dollars en 1998-1999 et en 1999-2000. Les droits totaux sont actuellement répartis en fonction des quote-parts du FPE et du RAPC de 1995-1996, compte tenu d'un ajustement reflétant la croissance démographique et la part de chaque province dans la population totale du Canada. La répartition des droits totaux sera établie en fonction de la distribution de la population en 2000-2001, comme il a été annoncé dans le budget fédéral de 1999-2000.

Les transferts fédéraux conditionnels représentent généralement des programmes à frais partagés pour l'éducation, le développement économique régional et le marché du travail à la suite de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1998.

## Dépenses budgétaires

Le tableau suivant présente les dépenses budgétaires pour chacun des exercices financiers indiqués.

### DÉPENSES BUDGÉTAIRES

	Exercice financier terminé le 31 mars					
	Données non redressées	Données non redressées	Résultats préliminaires		Prévisions budgétaires	% du total de
	1996 <sup>(1)</sup>	1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(2)</sup>	1999	2000	2000
	(montants en millions de dollars)					
Économie et Environnement :						
Transports.....	1 460 \$	930 \$	1 363 \$	1 526	1 424 \$	3,1 %
Emploi <sup>(3)</sup> .....	521	427	394	815	916	2,0
Agriculture, Pêcheries et						
Alimentation .....	659	600	515	521	529	1,2
Environnement .....	834	805	689	492	522	1,2
Autres programmes économiques..	1 531	1 261	1 308	1 444	1 435	3,2
	5 005	4 023	4 269	4 798	4 826	10,7
Éducation et Culture :						
Établissements d'enseignement <sup>(4)</sup> ..	9 882	9 414	9 184	9 054	9 135	20,2
Culture et Communications.....	400	392	392	464	420	0,9
Régime de retraite des enseignants <sup>(4)</sup> .....	622	672	314	389	390	0,9
Autres .....	116	113	112	116	116	0,3
	11 020	10 591	10 002	10 023	10 061	22,3
Santé et Services sociaux :						
Santé et Services sociaux <sup>(4)</sup> .....	9 778	9 720	9 872	11 029	10 367	22,9
Régie de l'assurance-maladie du Québec <sup>(5)</sup> .....	3 273	3 155	3 064	3 237	3 337	7,4
	13 051	12 875	12 936	14 266	13 704	30,3
Soutien aux personnes et aux familles :						
Sécurité du revenu .....	3 556	3 584	3 434	3 283	3 044	6,7
Autres .....	1 078	1 097	1 285	1 509	1 597	3,6
	4 634	4 681	4 719	4 792	4 641	10,3
Administration et Justice :						
Sécurité publique <sup>(6)</sup> .....	718	696	942	745	647	1,4
Revenu <sup>(7)</sup> .....	511	631	1 085	754	647	1,4
Affaires municipales.....	399	356	409	339	307	0,7
Justice.....	315	303	299	316	304	0,7
Régimes de retraite et d'assurances <sup>(4)</sup> .....	430	453	123	177	177	0,4
Autres .....	652	648	732	905	924	2,0
	3 025	3 087	3 590	3 236	3 006	6,6
Divers <sup>(8)</sup> .....	(39 )	(11 )	-	-	-	-
Total des dépenses de programmes.....	36 696	35 246	35 516	37 115	36 238	80,2
Organismes consolidés .....	s.o.	s.o.	1 121	1 367	1 355	3,0
Total des dépenses de fonctionnement	36 696	35 246	36 637	38 482	37 593	83,2
Paiement de la dette :						
Service de la dette directe.....	4 291	3 911	3 826	4 236	4 286	9,5
Intérêts sur les régimes de retraite .	1 747	1 949	2 965	2 414	2 648	5,8
Organismes consolidés .....	s.o.	s.o.	569	608	665	1,5
	6 038	5 860	7 360	7 258	7 599	16,8
Total des dépenses budgétaires.....	42 734 \$	41 106 \$	43 997 \$	45 740 \$	45 192 \$	100,0 %

(1) Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

(2) Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

(3) L'entente Canada-Québec sur le marché du travail a pris effet le 1<sup>er</sup> avril 1998 et aucun ajustement n'a été effectué aux exercices financiers antérieurs.

(4) Comprend les provisions en vue du coût au titre des droits acquis, constituées par le gouvernement pour les régimes de retraite.

(5) Le régime d'assurance-maladie du Québec.

(6) Compte tenu, dans l'exercice financier 1998, d'un montant de 277 millions de dollars imputable à l'importante tempête de verglas qui s'est abattue sur le Québec en janvier 1998.

(7) Le ministère responsable de l'administration de la plupart des lois fiscales et de la perception des impôts et taxes au Québec.

(8) Représente la variation de la provision pour pertes sur les placements en actions.

Les dépenses à l'égard des salaires et traitements sont réparties dans l'ensemble des programmes à titre de dépenses budgétaires. Elles concernent approximativement 380 000 employés qui sont soit des fonctionnaires, soit des employés des réseaux de l'éducation ou de la santé et des services sociaux.

Le gouvernement a pris l'engagement d'équilibrer son budget, puis d'axer ses efforts sur la santé et l'éducation. Le budget inclut la négociation de nouvelles conventions collectives avec plusieurs syndicats du secteur public. Le 10 mars 1999, le gouvernement a divulgué ses offres salariales aux employés du secteur public pour les trois prochaines années. Les offres prévoient des augmentations de salaire de 5 % au cours de cette période, notamment de 1 % le 1<sup>er</sup> janvier 1999, de 2 % le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et de 2 % le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Le coût de ces offres est estimé à 1,3 milliard de dollars sur la durée des conventions collectives.

#### *Économie et Environnement*

Il est prévu que les dépenses gouvernementales dans cette catégorie diminueront de 0,6 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent. Les dépenses du programme de Transports incluent les paiements aux organismes publics de transport en commun, essentiellement sous forme d'aide au réseau de métro de Montréal, et les dépenses pour l'entretien du réseau routier. Les programmes d'emploi ont pour but de maintenir et de créer des emplois. Le programme d'Agriculture, Pêcheries et Alimentation inclut les dépenses gouvernementales dans le secteur de l'agriculture pour soutenir la production agricole. Une part importante des autres programmes économiques concerne la promotion et la création d'emplois. Les dépenses relatives à l'Environnement comprennent principalement le service de la dette pour le programme d'assainissement des eaux et toutes les dépenses relatives au développement durable environnemental, à la protection de l'environnement, à la conservation et à la mise en valeur de la faune et au patrimoine naturel. Les politiques fiscales du gouvernement à l'égard de la création d'emplois mettent en oeuvre plusieurs mesures, dont les crédits d'impôt à l'investissement conçus pour stimuler les activités de recherche et développement au Québec et, ainsi, indirectement créer de nouveaux emplois.

#### *Éducation et Culture*

Il est prévu que les dépenses gouvernementales de cette catégorie augmenteront de 0,4 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent. La majorité des dépenses gouvernementales de cette catégorie sont consacrées à l'éducation. Les dépenses prévues pour l'exercice financier 2000 pour l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, l'enseignement collégial et l'enseignement universitaire sont, respectivement, de 5,752 milliards de dollars, de 1,257 milliard de dollars et de 1,517 milliard de dollars.

#### *Santé et Services sociaux*

Il est prévu que les dépenses gouvernementales de cette catégorie diminueront de 3,9 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent. Exclusion faite des dépenses extraordinaires d'un milliard de dollars pour l'exercice financier 1999, les dépenses de cette catégorie augmenteraient de 3,3 % pour l'exercice financier 2000. Le gouvernement a maintenu, au cours des derniers exercices financiers, le niveau des dépenses de santé, et ce, malgré le vieillissement de la population et des changements dans la pratique médicale.

#### *Soutien aux personnes et aux familles*

Il est prévu que les dépenses gouvernementales de cette catégorie diminueront de 3,2 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent. Les programmes de soutien incluent la sécurité du revenu pour les ménages aux ressources insuffisantes, le financement des services de garde pour les enfants et l'aide juridique.

#### *Administration et Justice*

Il est prévu que les dépenses gouvernementales de cette catégorie diminueront de 7,1 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent. Ces dépenses incluent les programmes de protection civile, les compensations tenant lieu de taxes foncières versées aux municipalités à l'égard des immeubles

des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation et des édifices gouvernementaux, ainsi que l'administration fiscale.

#### *Organismes consolidés*

Les organismes consolidés sont généralement des entités qui doivent rendre des comptes à l'Assemblée nationale sur la gestion de leurs activités et l'utilisation de leurs ressources financières. Il s'agit notamment d'organismes et de fonds spéciaux qui visent des objectifs complémentaires à ceux des programmes gouvernementaux. Leurs résultats financiers sont intégrés aux états financiers du gouvernement. D'un point de vue administratif et comptable, les organismes consolidés sont placés sous le contrôle direct du gouvernement et forment des entités distinctes. Les dépenses des organismes consolidés devraient diminuer de 0,9 % au cours de l'exercice financier 2000 par rapport à l'exercice financier précédent.

#### *Paiement de la dette*

Il est prévu que les dépenses pour le paiement de la dette augmenteront de 4,7 % pour l'exercice financier 2000 comparativement à l'exercice financier précédent, les projections laissant entrevoir une hausse des taux d'intérêt. Le service de la dette directe, les intérêts versés aux régimes de retraite et le service de la dette des organismes consolidés constituent les trois composantes de cette catégorie.

## Opérations non budgétaires

Le tableau suivant présente les opérations non budgétaires pour chacun des exercices financiers indiqués.

### OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Exercice financier terminé le 31 mars				
Données non redressées 1996 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(2)</sup>	Résultats préliminaires 1999	Prévisions budgétaires 2000
(en millions de dollars)				
Placements, prêts et avances :				
Fonds consolidé du revenu				
Entreprises du gouvernement :				
Actions et placements.....	62 \$	186 \$	(93) \$	(180) \$
Variation de la valeur comptable des placements <sup>(3)</sup> .....	(359)	(731)	(931)	(1 241)
Prêts et avances .....	-	(58)	(41)	99
Total des entreprises du gouvernement .....	(297)	(603)	(1 065)	(1 322)
Autres .....	10	(189)	22	(47)
	(287)	(792)	(1 043)	(1 369)
Organismes consolidés .....	s.o.	s.o.	(272)	28
Total des placements, prêts et avances .....	(287)	(792)	(1 315)	(1 341)
Immobilisations :				
Fonds consolidé du revenu				
Placements nets .....	s.o.	s.o.	(116)	(95)
Amortissement .....	s.o.	s.o.	381	377
	-	-	265	282
Organismes consolidés .....	s.o.	s.o.	(464)	(528)
Total des immobilisations .....	-	-	(199)	(246)
Régimes de retraite <sup>(4)</sup> :				
Contributions .....	3 052	3 434	3 934	3 554
Prestations et autres paiements .....	(1 351)	(1 506)	(2 046)	(2 635)
Total des régimes de retraite .....	1 701	1 928	1 888	919
Autres comptes <sup>(5)</sup> :				
Fonds consolidé du revenu .....	(411)	(55)	286	878
Organismes consolidés .....	s.o.	s.o.	157	175
Total des autres comptes .....	(411)	(55)	443	1 053
Total des opérations non budgétaires .....	1 003 \$	1 081 \$	817 \$	385 \$
				240 \$

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(3)</sup> La variation des excédents ou des déficits accumulés (c.-à-d., la variation du bénéfice net (perte nette) après la déclaration des dividendes au gouvernement).

<sup>(4)</sup> Se reporter à la rubrique « Régimes de retraite ».

<sup>(5)</sup> Reflète les variations annuelles dans les comptes créditeurs et débiteurs, l'encaisse ainsi que les dépôts et les chèques en circulation. Comprend aussi la provision à l'égard du montant en capital des emprunts subventionnés de la Société québécoise d'assainissement des eaux garantis par le gouvernement.

### *Placements, prêts et avances*

Les placements, prêts et avances représentent des retraits nets pour les entreprises du gouvernement, les municipalités, les sociétés privées et les particuliers. Les placements représentent principalement des opérations de mises de fonds par le gouvernement dans ses entreprises et reflètent aussi la participation du gouvernement dans les profits et pertes des entreprises dans lesquelles il détient des actions. Les prêts et avances sont remboursables au gouvernement même si tous les calendriers de remboursement n'ont pas été déterminés (se reporter à la rubrique « Entreprises et organismes du gouvernement »).

### *Immobilisations*

Dans le cadre de la réforme comptable, le gouvernement comptabilise les immobilisations et les amortit sur leur durée de vie utile. Ce poste comprend les acquisitions et les aliénations, de même que l'amortissement de la valeur comptabilisée de ces immobilisations.

### *Régimes de retraite*

Les régimes de retraite incluent les opérations se rapportant aux neuf régimes de retraite du secteur public administrés par le gouvernement. Le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (« RREGOP ») a été instauré par le gouvernement en 1973 pour les fonctionnaires, les enseignants et les employés du réseau de la santé et des services sociaux qui ont choisi d'y participer et pour tous ceux qui ont été embauchés après le 30 juin 1973. Le RREGOP couvrait approximativement 493 500 employés et les huit autres régimes, près de 39 000 employés, au 31 décembre 1997 (la dernière date pour laquelle l'information est disponible).

Le gouvernement comptabilise ses contributions (y compris celles pour les services courants et les intérêts sur la provision constituée pour les régimes) dans les dépenses budgétaires. Cette dépense prend la forme de provisions et n'implique généralement aucune sortie de fonds. Par conséquent, ces contributions viennent augmenter le déficit budgétaire sans toucher les besoins financiers nets, puisqu'elles sont compensées par un montant équivalent dans les opérations non budgétaires. La part des prestations et autres paiements incombant au gouvernement est payable sur le Fonds consolidé du revenu. Afin de réduire le coût de ses régimes de retraite, le gouvernement a commencé, au cours de l'exercice financier 1994, à financer une partie de ses contributions aux régimes à même le produit des émissions de ses titres d'emprunt. Le coût du service des titres d'emprunt du gouvernement est moindre que les intérêts sur les provisions constituées pour les régimes de retraites, ces intérêts étaient établis à partir du taux de rendement obtenu par le Caisse de dépôt et placement du Québec. Sous réserve des conditions du marché, le gouvernement a l'intention de provisionner des sommes additionnelles dans l'avenir.



Le tableau suivant présente les opérations non budgétaires du gouvernement concernant les régimes de retraite pour chacun des exercices financiers indiqués.

### RÉGIMES DE RETRAITE

	Exercice financier terminé le 31 mars				
	Données non redressées 1996 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(2)</sup>	Résultats préliminaires 1999	Prévisions budgétaires 2000
	(en millions de dollars)				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur :					
RREGOP					
Coût des prestations constituées <sup>(3)</sup> ....	506 \$	534 \$	608 \$	652 \$	652 \$
Amortissement des gains actuariels...	(477)	(380)	-	66	66
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime <sup>(4)</sup> .....	93	139	-	-	-
Autres régimes					
Coût des prestations constituées <sup>(3)</sup> ....	188	169	135	173	174
Amortissement des gains actuariels...	(2)	(4)	-	30	30
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes <sup>(4)</sup> .....	746	758	-	-	-
Total des contributions de l'employeur ....	1 054	1 216	743	921	922
Contributions des employeurs autonomes	23	22	22	17	17
Cotisations des participants .....	154	156	120	117	116
Total des contributions .....	177	178	142	134	133
Prestations, remboursement et frais d'administration <sup>(5)(6)</sup> .....	(1 351)	(1 506)	(2 046)	(2 635)	(2 431)
Intérêts sur le compte des régimes de retraite <sup>(4)(7)</sup> .....	1 821	2 040	3 049	2 499	2 816
Total des régimes de retraite .....	1 701 \$	1 928 \$	1 888 \$	919 \$	1 440 \$

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(3)</sup> Le coût de la participation au RREGOP, au Régime de retraite des enseignants et au Régime de retraite des fonctionnaires est partagé à parts égales entre les participants, et les prestations de retraite payables à partir de ces régimes sont indexées (IPC moins 3 %).

<sup>(4)</sup> Selon la nouvelle réforme comptable, les engagements ayant trait aux régimes de retraite sont entièrement inscrits comme passif pour l'exercice financier 1998 et ils se sont élevés à 13,4 milliards de dollars. Par conséquent, l'amortissement du passif actuariel non inscrit ne s'applique plus. Pour l'exercice financier 1998, l'augmentation du passif du gouvernement représente des intérêts débiteurs supplémentaires d'un milliard de dollars.

<sup>(5)</sup> Exclusion faite des revenus du fonds d'amortissement des régimes de retraite de 74 millions de dollars pour l'exercice financier 1996, de 91 millions de dollars pour l'exercice financier 1997, de 84 millions de dollars pour l'exercice financier 1998 et de 85 millions de dollars pour l'exercice financier 1999. Les revenus prévus pour l'exercice financier 2000 sont de 167 millions de dollars.

<sup>(6)</sup> Compte tenu d'un déboursé de 340 millions de dollars effectué au cours de l'exercice financier 1999 conformément aux ententes intervenues dans le cadre du programme de primes de retraite de juillet 1997.

<sup>(7)</sup> À partir de l'exercice financier 1999, le mode de calcul du taux d'intérêt a été modifié, d'où le taux d'intérêt moindre appliqué au passif accumulé.

#### Autres comptes

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires reflètent les variations annuelles des comptes créditeurs et débiteurs, de l'encaisse ainsi que des dépôts bancaires et des chèques en circulation. Ces comptes varient



normalement selon le volume global des transactions financières; toutefois, ils peuvent subir d'importantes fluctuations d'un exercice financier à l'autre, fondamentalement en raison de l'appariement des opérations de perception et de déboursés.

## **ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT**

Les entreprises et organismes du gouvernement peuvent être répartis en trois catégories: les entreprises commerciales ou industrielles, les entreprises de type intermédiaire financier ou de services ainsi que les entreprises exerçant des activités de nature fiduciaire et les entreprises publiques d'assurance.

En règle générale, les entreprises commerciales et industrielles du gouvernement sont des entreprises à capital-actions qui appartiennent exclusivement au gouvernement et qui exercent leurs activités sur une base commerciale. Le gouvernement peut garantir les emprunts de ces entreprises. Celles-ci peuvent verser des dividendes au gouvernement. Ainsi, la Société des alcools du Québec et la Société des loteries du Québec transfèrent, sous forme de dividendes, la quasi-totalité de leurs bénéfices nets au gouvernement.

Les entreprises de type intermédiaire financier ou de services sont des organismes budgétaires dont les dépenses sont supportées en totalité ou en partie à partir des crédits votés par l'Assemblée nationale. Ces entreprises peuvent bénéficier de prêts ou d'avances de la part du gouvernement. Le service de la dette de certaines d'entre elles peut être garanti en partie par le gouvernement.

Les entreprises exerçant des activités de nature fiduciaire et les entreprises publiques d'assurance constituent un levier économique important au Québec. À titre de gestionnaire des placements, la Caisse de dépôt et placement du Québec place les fonds de régimes publics de retraite, de régimes publics d'assurances et d'autres entreprises publiques.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a réalisé 18 opérations de privatisation dont la vente a rapporté au total 1,4 milliard de dollars. Au nombre des récentes transactions figurent la vente de deux placements par REXFOR et la vente du Village olympique de Montréal par la Régie des installations olympiques.

Le gouvernement compte accentuer le rôle stratégique de ses entreprises et organismes en lançant des projets d'investissement rentables et créateurs d'emplois, en association avec le secteur privé. En qualité d'actionnaire, le gouvernement verra à ce que ses entreprises disposent des fonds nécessaires au financement de ces projets. D'autres privatisations pourraient être effectuées et certains investissements pourraient être vendus au secteur privé.

Le tableau suivant présente certaines entreprises et certains organismes importants du gouvernement ainsi que leur domaine respectif d'activités:

<b><u>Entreprises et organismes</u></b>	<b><u>Domaine d'activités</u></b>
<b><i>Entreprises commerciales ou industrielles</i></b>	
Hydro-Québec .....	Production et distribution d'électricité
Société des alcools du Québec (la « SAQ ») .....	Commerce de gros et de détail de boissons alcoolisées
Société des loteries du Québec (« Loto-Québec ») .....	Jeux de hasard
Société générale de financement du Québec (la « SGF ») .....	Développement économique
Société immobilière du Québec (la « SIQ ») .....	Construction, exploitation et gestion d'édifices publics
Sociétés Innovatech (Grand Montréal, Québec et Chaudière-Appalaches, Sud du Québec) .....	Capital de risque
<b><i>Entreprises de type intermédiaire financier ou de services</i></b>	
Investissement-Québec .....	Développement industriel
Société d'habitation du Québec (la « SHQ ») .....	Promotion immobilière et gestion de logements sociaux
Société québécoise d'assainissement des eaux (la « SQAE ») .....	Purification des eaux

**Entreprises exerçant des activités de nature fiduciaire et entreprises publiques d'assurance**

Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse ») .....	Gestion de placements
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (la « CARRA »).....	Gestion des régimes de retraite du secteur public
Commission de la santé et de la sécurité au travail (la « CSST »).....	Santé et sécurité des travailleurs
Régie des rentes du Québec (la « RRQ »).....	Gestion du régime des rentes

Le tableau suivant présente le total des placements du gouvernement et les dettes garanties de certaines entreprises du gouvernement ainsi que certaines informations financières en date du dernier exercice financier pour lequel ces informations sont publiques.

**INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR CERTAINES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT <sup>(1)</sup>**

	Capital- actions	Prêts et avances <sup>(2)</sup>	Excédent (déficit) accumulé	Total des placements du gouver- nement <sup>(3)</sup>	Dettes garanties par le gouver- nement	Actif	Revenus	Bénéfice net (perte) <sup>(4)</sup>
(en millions de dollars)								
<b>Entreprises commerciales ou industrielles :</b>								
<b>Hydro-Québec</b>								
(98-12-31) .....	4 374 \$	7 \$	8 914 \$	13 295 \$	39 455 \$	57 295 \$	8 812 \$	679 \$
SGF (98-12-31) <sup>(5)</sup> .....	923	-	322	1 245	-	1 759	760	79
<b>Loto-Québec</b>								
(98-03-31) .....	-	-	90	90	-	546	2 837	1 090
SIQ (98-03-31) .....	80	-	12	92	265	1 252	489	7
SAQ (98-03-27) .....	30	-	15	45	-	256	1 136	378
<b>Sociétés Innovatech</b>								
(98-03-31) .....	-	90	114	204	-	204	6	(8 )
Autres <sup>(6)</sup> .....	855	-	(839 )	16	7	69	29	(1 )
	<u>6 262</u>	<u>97</u>	<u>8 628</u>	<u>14 987</u>	<u>39 727</u>	<u>61 381</u>	<u>14 069</u>	<u>2 224</u>
<b>Entreprises de type intermédiaire financier ou de services :</b>								
<b>Investissement-Québec</b>								
(98-03-31) .....	33	1	28	62	100	1 213	63	15
SHQ (97-12-31) .....	-	-	12	12	-	2 548	513	-
SQAE <sup>(7)</sup> (98-03-31) .....	-	-	6	6	169	3 319	281	-
Autres .....	81	27	(4 )	104	33	1 035	244	(5 )
	<u>114</u>	<u>28</u>	<u>42</u>	<u>184</u>	<u>302</u>	<u>8 115</u>	<u>1 101</u>	<u>11</u>
	<u>6 376 \$</u>	<u>125 \$</u>	<u>8 670 \$</u>	<u>15 171 \$</u>	<u>40 029 \$</u>	<u>69 496 \$</u>	<u>15 170 \$</u>	<u>2 234</u>

<sup>(1)</sup> Les informations financières sont en date de la fin de l'exercice financier indiqué pour chaque entreprise ou de l'année terminée à cette date.

<sup>(2)</sup> N'inclut pas les prêts du Fonds de financement.

<sup>(3)</sup> Le total des placements du gouvernement correspond à la somme du capital-actions, des prêts et avances, et de l'excédent (déficit) accumulé (se reporter à l'exposé sur chaque entreprise ci-dessous).

<sup>(4)</sup> Dans le cas des entreprises de type intermédiaire financier ou de services, les montants de bénéfice net (perte) incluent, à titre de revenus, les subventions de fonctionnement en provenance du gouvernement.

<sup>(5)</sup> Les états financiers consolidés ont été redressés après l'adoption de la *Loi sur le regroupement de certaines sociétés d'État* le 20 juin 1998, autorisant l'intégration de REXFOR, de SOQUIA, de SOQUEM et de SOQUIP (définies ci-dessous) à la SGF.

<sup>(6)</sup> Représente la Société des établissements de plein air du Québec (98-05-31), la Société nationale de l'amiante (98-03-31) et Sidbec (98-12-31).

<sup>(7)</sup> Exclut les engagements de 1,933 milliard de dollars assumés par le gouvernement et les municipalités concernant le remboursement du capital de la dette contractée dans le cadre du programme de purification des eaux.

## Entreprises commerciales ou industrielles

HYDRO-QUEBEC et ses filiales exploitent l'un des deux plus grands réseaux de production et de distribution d'électricité du Canada. Hydro-Québec produit pour ainsi dire toute l'électricité distribuée au Québec et elle offre des services multi-énergie à sa clientèle, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa division TransÉnergie ou de ses filiales, de ses sociétés affiliées et de partenaires stratégiques.

En vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, Hydro-Québec a pour objets de fournir de l'énergie et d'œuvrer dans le domaine de la recherche et de la promotion relatives à l'énergie, de la transformation et de conservation de l'énergie, de même que dans tout domaine connexe ou relié à l'énergie. La *Loi sur Hydro-Québec* prévoit qu'Hydro-Québec doit estimer les besoins du Québec en énergie et les moyens de les satisfaire dans le cadre des politiques énergétiques du gouvernement. En vertu de cette loi, le gouvernement est habilité à déclarer un dividende d'Hydro-Québec lorsque certains critères financiers sont satisfaits.

Au 31 décembre 1998, l'avoir du gouvernement dans Hydro-Québec totalisait 13,3 milliards de dollars. À cette date, Hydro-Québec exploitait 49 centrales hydroélectriques d'une capacité installée combinée de 29 203 MW et 29 centrales thermiques d'une capacité totale de 2 269 MW, et elle avait aussi accès à la majorité de la production de la centrale électrique de Churchill Falls (Labrador) Corporation, dotée d'une capacité nominale de 5 428 MW. Hydro-Québec entretient plus de 19 973 milles de lignes de transmission.

Le tableau suivant présente les points saillants de l'exploitation d'Hydro-Québec :

	Exercice financier terminé le 31 décembre				
	1994	1995	1996	1997	1998
	(montants en millions de dollars)				
Total des ventes du secteur					
Électricité (en terawattheures) <sup>(1)</sup> .....	158,1	166,0	163,4	162,5	161,4
Total des revenus tirés des ventes du secteur					
électricité <sup>(1)</sup> .....	7 259 \$	7 576 \$	7 655 \$	7 927 \$	8 007 \$
Ventes hors Québec .....	519 \$	637 \$	588 \$	596 \$	814 \$
Immobilisations - consolidées .....	3 291 \$	2 768 \$	2 047 \$	2 133 \$	2 331 \$
Bénéfice net - consolidé .....	667 \$	390 \$	520 \$	786 \$	679 \$
Couverture d'intérêt <sup>(2)</sup> .....	1,07 x	1,05 x	1,11 x	1,21 x	1,19 x
Ratio d'immobilisation <sup>(3)</sup> .....	23,5 %	23,4 %	24,9 %	25,1 %	25,0 %
Dettes garanties par le gouvernement					
(en fin de période) .....	37 363 \$	37 533 \$	37 347 \$	37 871 \$	39 455 \$

<sup>(1)</sup> Le secteur électricité englobe l'activité des filiales/coentreprises Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, H.Q. Energy Marketing Inc., H.Q. Energy Services (U.S.) Inc., Cedars Rapids Transmission Company, Limited, Hydro-Québec International Inc. et Société d'énergie de la Baie James.

<sup>(2)</sup> Somme consolidée du bénéfice d'exploitation et des revenus de placement nets, divisée par la dépense brute d'intérêts.

<sup>(3)</sup> Avoir des actionnaires divisé par la somme de l'avoir des actionnaires, de la dette à long terme, de la dette perpétuelle, des emprunts à court terme et de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, moins d'autres éléments d'actif financiers reliés à la dette.

En décembre 1996, l'Assemblée nationale a adopté la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi sur la Régie de l'énergie »), dont la majorité des dispositions étaient en vigueur dès la fin de 1998. La Loi sur la Régie de l'énergie établit la Régie de l'énergie (la « Régie de l'énergie »), qui a compétence sur certains aspects des activités d'Hydro-Québec et sur les distributeurs de gaz naturel du Québec. Il reste encore au gouvernement à ratifier la réglementation élaborée par la Régie de l'énergie en ce qui a trait aux conditions auxquelles les projets d'investissement et les exportations d'électricité d'Hydro-Québec seront autorisés et en ce qui a trait aux programmes de ressources des distributeurs. Par conséquent, la Régie de l'énergie n'est pas encore en mesure d'exercer pleinement sa compétence dans ces domaines et, dans l'intervalle, le gouvernement continuera d'assumer cette responsabilité. En vertu des dispositions applicables de la Loi sur la Régie de l'énergie, les tarifs sont fixés ou modifiés par la Régie de l'énergie. Toutefois, selon les dispositions transitoires de la Loi sur la Régie de l'énergie, le gouvernement a approuvé une majoration de 1,6 % de tous les tarifs au 1<sup>er</sup> mai 1998, laquelle sera suivie d'un gel pour la période 1999-2002.

En préparation de la convergence des industries du gaz naturel et de l'électricité, Hydro-Québec a fait l'acquisition, après trois transactions conclues en 1997 au coût total de 482 millions de dollars, d'une participation de 41,2 % dans Noverco Inc. (« Noverco ») et d'une option d'achat sur une participation supplémentaire de 9,0 % en actions. Noverco est la société mère de Gaz Métropolitain inc., qui, à son tour, détient une participation de 77,4 % dans Gaz Métropolitain & compagnie, Limitée, société en commandite (« GMCL »), le principal distributeur de gaz naturel du Québec. GMCL est le propriétaire exclusif de Northern New England Gas Corp., qui, à son tour, est propriétaire exclusif de Vermont Gas System, un distributeur de gaz naturel du Vermont. À la fin de l'exercice financier terminé le 30 septembre 1998, GMCL possédait pour 2,02 milliards de dollars d'éléments d'actif et déclarait un profit net de 141 millions de dollars pour l'exercice financier sur un chiffre d'affaires de 1,25 milliard de dollars. En outre, le 27 août 1997, Noverco a fait l'acquisition d'environ 8,0 % des actions ordinaires d'Enbridge Inc. (antérieurement IPL Energy Inc.) (« Enbridge »), société établie à Calgary qui contrôle Consumers' Gas Co. Ltd. de Toronto, et de St. Lawrence Gas, un distributeur de gaz naturel de l'État de New York. À la même date, Enbridge a acheté 32,0 % de Noverco. En 1998, Noverco a levé des options d'achat visant une tranche supplémentaire de 1,5 million d'actions ordinaires d'Enbridge à raison de 51 \$ l'action, augmentant ainsi sa participation pour la faire passer à environ 10,0 %. De plus, en 1998, Noverco a souscrit sa quote-part de 16,76 millions de dollars d'une nouvelle émission d'actions ordinaires d'Enbridge afin de maintenir sa participation pour la faire passer à environ 10,0 %.

En janvier 1998, le gouvernement a approuvé le plan stratégique quinquennal d'Hydro-Québec. Les principaux objectifs commerciaux d'Hydro-Québec sont des ventes d'électricité de 181 terawattheures (« TWh »), soit un niveau de 18,5 TWh supérieur à celui de 1997 et des revenus nets annuels de 1,85 milliard de dollars d'ici 2002. Les objectifs d'Hydro-Québec reposent sur des projections de production industrielle croissante au Québec et sur des estimations de marché potentiel de gros dans le Nord-Est américain. Hydro-Québec croit que les objectifs envisagés peuvent être atteints malgré le gel tarifaire de trois ans. Afin d'atteindre ces objectifs, Hydro-Québec compte réaliser des projets hydro-électriques qui augmenteront de 8 TWh sa capacité de production, soit 2 TWh provenant de la station électrique Sainte-Marguerite-3 et 6 TWh provenant du détournement partiel de rivières et d'autres projets. Les projets hydroélectriques seront entrepris s'ils sont rentables, acceptables sur le plan de l'environnement et bien reçus de la part des collectivités locales. D'autres projets à long terme comprennent la poursuite d'occasions d'affaires sur les marchés internationaux par l'intermédiaire d'Hydro-Québec International.

En avril 1990, les représentants des Cris de la Baie James ont intenté un recours contre, entre autres, le Canada, le Québec et Hydro-Québec, en vue d'obtenir la reconnaissance judiciaire des droits des autochtones et leurs droits sur certaines parties du territoire du Québec ainsi qu'une ordonnance restreignant la poursuite des travaux du projet de Grande-Baleine par Hydro-Québec. Cette action comporte des allégations quant à des infractions à la Convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975 (la « Convention ») intervenue entre Hydro-Québec, le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et les représentants des autochtones de la Baie James, à savoir les Cris et les Inuits. Dans un deuxième recours intenté contre les mêmes défendeurs et signifiée à Hydro-Québec en février 1997, les représentants des Cris de la Baie James exigent des dommages-intérêts ou des compensations de 2,8 milliards de dollars pour les violations de la Convention alléguées dans la poursuite de 1990 et les infractions reliées à divers autres engagements et obligations. Comme solution de rechange, les demandeurs réclament l'exécution, par les défendeurs, de leurs engagements prévus dans la Convention ainsi que des dommages-intérêts ou des compensations de 400 millions de dollars. Dans la réponse qu'ils ont faite à une requête pour précisions, les demandeurs ont indiqué que la réclamation en dommages-intérêts ou compensations serait portée à 5,4 milliards de dollars et, peut-être, à un montant supérieur. Ces procédures judiciaires en sont encore au stade préliminaire. Hydro-Québec a l'intention de contester pleinement les deux recours.

En janvier 1998, le Québec a connu une importante tempête de verglas et les réseaux de transport et de distribution d'Hydro-Québec ont été lourdement endommagés. À la fin de janvier 1998, Hydro-Québec et le gouvernement se sont vus signifier une requête dans laquelle les auteurs demandaient l'autorisation d'intenter un recours collectif contre eux, en qualité de défendeurs solidaires, pour le compte de particuliers ayant subi des dommages par suite de pannes causées par la tempête de verglas de janvier 1998, qui a privé d'électricité près de 1,4 million de clients pendant des délais variables. Hydro-Québec a contesté cette requête qui est toujours en suspens.

À la fin de février 1998, Hydro-Québec s'est vu signifier un avis de manquement par Vermont Joint Owners (« VJO ») en vertu du contrat intitulé *Firm Power and Energy Contract* daté du 4 décembre 1987 menaçant de mettre fin au contrat à moins que les manquements allégués, dont le fait de ne pas fournir la capacité et l'électricité précisées dans le contrat, ne soient corrigés au plus tard le 26 mai 1998. Hydro-Québec a indiqué à VJO qu'à son

avis, elle n'avait pas manqué à ses engagements contractuels puisque les manquements allégués étaient imputables à la tempête de verglas de janvier, ce qui constituait un cas de force majeure, et que les livraisons normales prévues au contrat avaient repris le 5 mars 1998.

Le 4 novembre 1998, VJO a initié des procédures en vertu des dispositions d'arbitrage du contrat en vue d'obtenir divers redressements allant de l'annulation du contrat, en passant par le remboursement, par Hydro-Québec, de tous les montants (plus l'intérêt) versés par VJO aux termes du contrat ainsi que des dommages-intérêts d'un montant non encore quantifié, jusqu'à la réduction des obligations de VJO prévues au contrat. Hydro-Québec a contesté les réclamations de VJO et il est actuellement prévu que les audiences d'arbitrage se tiendront en septembre 1999.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC est une société de portefeuille qui s'occupe de la gestion d'un groupe de sociétés industrielles. La SGF a pour mission de réaliser, en collaboration avec des partenaires et conformément aux obligations de rentabilité acceptées, des projets d'expansion économique, en particulier dans le secteur industriel, en conformité avec la politique d'expansion économique du gouvernement. Ses activités concernent tant les secteurs reliés aux ressources naturelles que les secteurs de haute technologie. Afin de concrétiser les efforts que le gouvernement déploie pour promouvoir l'expansion économique, la SGF a fait l'acquisition, en 1998, de toutes les actions de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (« REXFOR »), de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (« SOQUIA »), de la Société québécoise d'exploration minière (« SOQUEM ») et de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (« SOQUIP »). Les résultats financiers de la SGF en 1997 ont été redressés en conséquence. En 1997, la SGF a dégagé un bénéfice d'exploitation de 49,9 millions de dollars et un bénéfice net de 150,8 millions de dollars, comprenant un gain réalisé sur la vente d'actions de Noverco (SOQUIP). Pour 1998, la SGF a dégagé un bénéfice d'exploitation de 57,2 millions de dollars et un bénéfice net de 78,7 millions de dollars.

En juillet 1998, les représentants de la Nation Crie ont intenté un recours contre le Canada, le Québec, REXFOR et diverses sociétés d'exploitation forestière, entre autres, en vue d'obtenir la reconnaissance judiciaire des droits aborigènes et des titres de propriété sur une certaine partie des terres situées au Québec, y compris les droits d'utilisation du sol et des ressources forestières de cette région, de même qu'une ordonnance y restreignant toutes les activités forestières. Cette action porte aussi sur des allégations de manquement aux obligations fiduciaires de la part du Canada et du Québec. Les représentants de la Nation Crie cherchent également à obtenir des dommages-intérêts ou une compensation, (i) solidairement de tous les défendeurs, de 300 millions de dollars en ce qui a trait à la valeur d'une partie des ressources forestières déjà extraites de la région en cause et, comme dommages-intérêts exemplaires, de 200 \$ par arbre coupé dans la région depuis le 11 novembre 1995 et, (ii) solidairement du Canada et du Québec, de 200 millions de dollars pour manquement aux obligations fiduciaires. Le Québec a l'intention de contester pleinement ce recours.

La SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC commercialise des boissons alcoolisées et verse en dividendes la quasi-totalité de son bénéfice net au gouvernement. Le gouvernement a reçu de la SAQ un dividende de 407 millions de dollars au cours de l'exercice financier 1999, comparativement à 374 millions de dollars durant l'exercice financier 1998. Dans son budget 1999-2000, la SAQ prévoit un dividende de 431 millions de dollars.

La SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC exploite et administre des systèmes de loterie et des maisons de jeux, y compris des casinos, un réseau de loterie vidéo et des produits en ligne dans le secteur du bingo. Loto-Québec exploite actuellement trois casinos d'État situés respectivement à Montréal, dans Charlevoix et à Hull. Son réseau de loterie vidéo compte 15 266 appareils installés dans environ 4 200 établissements. Loto-Québec verse en dividendes la quasi-totalité de son bénéfice net au gouvernement. Au cours de l'exercice financier 1999, le gouvernement a reçu de Loto-Québec un dividende de 1,105 milliard de dollars, comparativement à 1,072 milliard de dollars durant l'exercice financier 1998. Dans son budget 1999-2000, Loto-Québec prévoit un dividende de 1,087 milliard de dollars.

La SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC est propriétaire de la majorité des édifices publics et en assume l'entretien.

La SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE (la « SNA ») a cessé ses activités au cours de l'exercice financier 1993.

En 1982, la SNA a acquis des actions nouvellement émises de Mines SNA Inc. (« Mines SNA ») et a ainsi obtenu le contrôle de cette société qui détenait une participation majoritaire dans la Société Asbestos Limitée (la « SAL »). Les



actionnaires minoritaires de la SAL ont intenté un recours collectif contre le Québec et la SNA, au Québec et en Ontario, en vue d'obtenir des dommages-intérêts ainsi qu'une ordonnance pour contraindre la SNA à formuler une offre complémentaire pour le rachat des actions de la SAL détenues publiquement. Au Québec, le recours collectif est maintenant terminé, la Cour d'appel du Québec ayant finalement rejeté l'action et la Cour suprême ayant rejeté, le 5 juillet 1990, la requête pour permission d'interjeter appel de cette décision finale. En Ontario, depuis le dépôt de l'action en 1988, l'affaire n'a connu aucune évolution.

Des réclamations relatives à une offre complémentaire ont également été déposées auprès des commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario. Au Québec, la Commission des valeurs mobilières du Québec (la « CVMQ ») a rejeté les réclamations au motif qu'elles ne relevaient pas de sa compétence. Un appel a été déposé en 1988 auprès de la Cour du Québec qui a jugé que le dossier devait être renvoyé devant la CVMQ. Un appel de cette décision a été entendu le 27 janvier 1999. Dans la décision qu'elle a rendue le 22 avril 1999, la Cour d'appel a renvoyé la cause devant la CVMQ pour enquête et audiences.

En juillet 1994, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a rejeté la demande en Ontario, au motif que les redressements demandés par les actionnaires minoritaires de la SAL en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) devaient être refusés. Les actionnaires minoritaires ont porté la décision en appel devant la Cour divisionnaire de l'Ontario en août 1994. Le 2 mai 1997, la Cour divisionnaire a donné au gouvernement trois mois pour racheter les actions détenues par les actionnaires minoritaires dans le capital de la SAL. Le gouvernement a alors déposé une requête en autorisation d'appel devant la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 février 1999, la Cour d'appel a annulé la décision de la Cour divisionnaire et rétabli la décision de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le 15 avril 1999, les actionnaires minoritaires ont déposé une requête en autorisation d'appel devant la Cour suprême.

En septembre 1992, Mines SNA a vendu toutes ses actions de la SAL, et la SNA a cédé à la Société Minière Mazarin (« Mazarin ») toutes les avances faites à la SAL. En juin 1995, les actionnaires minoritaires de la SAL ont demandé à la Cour supérieure, à titre de redressement de l'oppression qu'ils prétendent avoir subie par suite de cette vente et de ce transfert à Mazarin, d'imposer une entente obligeant la SAL à acheter toutes les actions vendues par Mines SNA et les avances transférées à Mazarin pour le même montant, et aux mêmes conditions de paiement que celles qui ont été convenues entre la SNA, Mines SNA et Mazarin pour la vente des actions et le transfert des avances. En février 1996, la Cour supérieure a suspendu cette requête jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue dans les affaires dont les commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario sont saisies.

### **Entreprises de type intermédiaire financier ou de services**

INVESTISSEMENT-QUEBEC a été créée par le gouvernement en août 1998 dans le but de stimuler l'investissement. Cette entreprise publique qui organise et soutient le financement de projets d'investissement a remplacé la Société de développement industriel du Québec (la « SDI »). Au 31 mars 1998, l'encours des prêts et des garanties de la SDI aux termes de divers programmes totalisait 1,6 milliard de dollars et le total de ses investissements s'élevait à 181 millions de dollars. En outre, Investissement-Québec dispose de 600 millions de dollars de fonds budgétaires à partir de l'exercice financier 1999 jusqu'à l'exercice financier 2003.

La SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC fait la promotion de la rénovation urbaine, de la construction de logements à loyer modique et de l'accès à la propriété. La SHQ est autorisée à se financer sur les marchés financiers dans le cadre de programmes d'assurances-prêts du gouvernement du Canada. Au 31 décembre 1997, la SHQ possédait un actif total de 2,5 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de dollars en hypothèques et 2,0 milliards de dollars en biens immeubles.

La SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX fournit, pour les besoins des municipalités, son savoir-faire en gestion de projets et du financement pour des projets d'assainissement des eaux et de traitement des eaux usées, et elle réalise des études en matière de réseau d'aqueduc et d'égout. Les revenus de la SQAE proviennent d'honoraires imputés aux coûts des projets et des études. La SQAE est autorisée à financer seulement les projets sur lesquels elle exerce un contrôle. Une municipalité assume en moyenne 15 % du coût total d'un projet, financé sur 20 ans, et le gouvernement assume le reste. Le coût total des études des réseaux d'aqueduc et d'égouts est la responsabilité du gouvernement et est financé sur cinq ans. Au 31 mars 1998, les projets municipaux totalisaient 3,8 milliards de

dollars et les engagements reliés au remboursement du capital de la dette assumée par la SQAÉ et les municipalités s'élevaient à 3,5 milliards de dollars. La SQAÉ est autorisée à financer ses propres besoins en capitaux.

#### **Entreprises exerçant des activités de nature fiduciaire ou entreprises publiques d'assurance**

La CAISSE DE DEPOT ET PLACEMENT DU QUEBEC place les fonds que lui confient plusieurs régimes publics de retraite et d'assurances, et divers organismes publics. Au 31 décembre 1998, l'actif net de la Caisse (à la valeur marchande) totalisait 68,5 milliards de dollars, comparativement à 47,1 milliards de dollars au 31 décembre 1993, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 7,8 % pour cette période. Les principaux déposants et leurs participations respectives au dépôt (à la valeur marchande) s'établissaient comme suit : la CARRA, 30,0 milliards de dollars, la RRQ, 15,8 milliards de dollars, la Commission de la santé et de la sécurité au travail, 7,6 milliards de dollars, la Commission de la construction du Québec, 6,6 milliards de dollars et la Société de l'assurance-automobile du Québec, 6,4 milliards de dollars.

La Caisse vise à maximiser la protection du capital et les rendements des fonds confiés à sa gestion. La Caisse doit aussi effectuer des placements qui contribuent à la croissance économique du Québec. Contrairement au Régime de pensions du Canada qui est seulement autorisé à acheter des titres d'emprunt du gouvernement du Canada, des gouvernements provinciaux et des sociétés d'État comportant des garanties des gouvernements provinciaux, la Caisse investit dans les actions et les obligations de sociétés, les hypothèques et l'immobilier, ainsi que dans les obligations du secteur public du Québec. La Caisse peut, sauf quelques exceptions, détenir à hauteur de 30 % des actions ordinaires d'une société ou placer jusqu'à 5 % du total de son actif dans les actions d'une même société. La portion de l'actif de la Caisse se composant de titres de participation et de titres convertibles correspondait à 47,7 % au 31 décembre 1998.

Au 31 décembre 1998, les 68,5 milliards de dollars d'investissements de la Caisse étaient répartis comme suit : 40,8 % en obligations, 47,7 % en titres de participation et en titres convertibles, 5,1 % en biens immeubles, 4,0 % en dépôts et placements à court terme et 2,4 % en hypothèques. Les placements de la Caisse dans les obligations du secteur public du Québec totalisaient 18,6 milliards de dollars (à la valeur marchande), y compris pour 16,6 milliards de dollars d'obligations émises ou garanties par le gouvernement. Actuellement, la Caisse possède des placements au Canada, aux États-Unis, en Europe et au Japon.

La COMMISSION ADMINISTRATIVE DES REGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES administre le RREGOP, le Régime de retraite des enseignants, le Régime de retraite des fonctionnaires et d'autres régimes de retraite du secteur public. L'actif de la CARRA était évalué à 55,2 milliards de dollars au 31 décembre 1997, y compris 26,5 milliards de dollars déposés à la Caisse et 28,6 milliards de dollars exigibles du gouvernement.

La COMMISSION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE AU TRAVAIL est responsable, notamment, du paiement des indemnités aux travailleurs victimes d'accidents ou de maladies professionnelles. Les employeurs, qui sont tenus de verser une cotisation annuelle à la CSST, fournissent les fonds nécessaires pour effectuer ces paiements. Au 31 décembre 1998, la dette non provisionnée de la CSST s'élevait à 1,2 milliard de dollars. La CSST a pris des mesures, dont, au besoin, le rajustement des cotisations des employeurs afin d'amortir cette dette sur 20 ans à compter de 1990, pour la dette non provisionnée au 31 décembre 1989 et, à compter de 1994, pour la dette non provisionnée des exercices financiers 1990 à 1993.

La REGIE DES RENTES DU QUEBEC administre le Régime des rentes du Québec, qui est un régime de retraite universel. Le coût du régime, y compris tous les frais administratifs, est assumé par les cotisations respectives des employeurs, des employés et des travailleurs autonomes. Au 31 janvier 1999, 16,1 milliards de dollars de fonds de la RRQ étaient confiés à la Caisse. En vertu de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, le taux de cotisation des participants a augmenté de 0,6 % pour s'établir à 7,0 % en 1999. Une modification apportée au Régime des rentes du Québec, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998, porte sur un nouveau calendrier de majorations du taux de cotisation. Le taux de cotisation a été fixé à 7,8 % pour 2000, à 8,6 % pour 2001, à 9,4 % pour 2002 et à 9,9 % pour 2003 et au-delà. Le taux de cotisation du Régime des rentes du Québec est le même que celui qui a été fixé pour le Régime de pensions du Canada.

## DETTE DU SECTEUR PUBLIC

La dette du secteur public comprend la dette contractée et garantie par le gouvernement et la dette des institutions publiques qui relèvent de la compétence du gouvernement, y compris les administrations locales.

### Dettes du gouvernement

La dette du gouvernement se compose d'une dette à long terme et d'une dette à court terme. La dette à court terme comprend les emprunts contractés pour une échéance d'un an ou moins. Au 31 mars 1999, la dette à court terme du gouvernement était estimée, de façon préliminaire, à 4,0 milliards de dollars, et se composait de 3,0 milliards de dollars de bons du Trésor (dont 1,2 milliard de dollars pour le Fonds de financement) et de 1,0 milliard de dollars représentant l'excédent du passif à court terme sur l'actif à court terme.

Le tableau suivant présente la dette à long terme du gouvernement aux dates qui y sont indiquées.

### DETTE À LONG TERME DU GOUVERNEMENT <sup>(1)</sup>

	Données non redressées 1995 <sup>(2)</sup>	Données non redressées 1996 <sup>(2)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(2)</sup>	Au 31 mars			
				1998 <sup>(3)</sup>	Résultats préliminaires 1999	Taux d'intérêt moyen 1999	Échéance moyenne 1999
	(montants en millions de dollars)						
<b>Emprunts - Gouvernement</b>							
<b>Remboursables en dollars canadiens :</b>							
Obligations et autres prêts.....	26 249 \$	28 837 \$	29 078 \$	29 494 \$	36 309 \$	7,4 %	8,6 ans
Obligations d'épargne <sup>(4)</sup> .....	1 801	1 559	1 223	1 397	1 430	4,4	3,5
Autres produits d'épargne.....	-	-	340	585	1 074	-	-
<b>Remboursables en monnaies étrangères :</b>							
Dollars américains.....	10 029	9 494	9 583	10 841	8 531	8,3	15,7
Yens japonais.....	5 508	4 434	5 349	5 200	6 521	5,4	15,8
Francs suisses.....	2 643	2 442	2 502	2 626	2 578	2,7	5,3
Deutsche marks.....	1 428	1 610	1 644	1 301	1 156	7,3	10,3
Francs français.....	582	541	1 052	957	721	15,5	13,3
Livres sterling.....	113	104	455	470	483	9,5	14,7
Euros.....	-	-	-	-	(190)	2,1	6,0
Dette à long terme.....	48 353	49 021	51 226	52 871	58 613		
Moins : fonds d'amortissement <sup>(5)</sup> .....	1 033	1 210	1 427	1 684	1 821		
Dette nette à long terme - Gouvernement <sup>(6)</sup> .....	47 320 \$	47 811 \$	49 799 \$	51 187 \$	56 792 \$	7,2 %	10,4 ans
<b>Emprunts - Fonds de financement :</b>							
<b>Remboursables en dollars canadiens :</b>							
Obligations et autres prêts.....	4 343 \$	5 593 \$	6 789 \$	7 059 \$	7 818 \$	7,5 %	4,6 ans
<b>Remboursables en monnaies étrangères :</b>							
Dollars américains.....	245	239	360	195	116	5,4	5,2
Dette nette à long terme - Fonds de financement.....	4 588 \$	5 832 \$	7 149 \$	7 254 \$	7 934 \$	7,3 %	4,6 ans

<sup>(1)</sup> En dollars canadiens aux dates indiquées, compte tenu des contrats d'échange de devises et des contrats de change à terme.

<sup>(2)</sup> Les données des exercices financiers 1995 à 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(3)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(4)</sup> Remboursables à n'importe quel moment avant l'échéance au gré du porteur ; l'échéance moyenne est calculée en fonction des antécédents de remboursement.

<sup>(5)</sup> Composés de fonds retirés annuellement du Fonds consolidé du revenu. Les valeurs étrangères détenues par les fonds d'amortissement sont évaluées à leur équivalent en dollars canadiens aux dates indiquées.

<sup>(6)</sup> Après le 31 mars 1999, le gouvernement a émis ou convenu d'émettre des obligations et d'autres titres d'emprunt à long terme qui totalisent environ 254 millions de dollars. Le gouvernement a conclu des accords de crédit totalisant 3,5 milliards de dollars US avec diverses banques et institutions financières.



Le tableau suivant présente les échéances de l'encours de la dette à long terme du gouvernement au 31 mars 1999, déduction faite du solde de 1,821 milliard de dollars d'un fonds d'amortissement, évalué aux cours du change en vigueur à cette date. Il tient également compte des versements futurs requis aux fonds d'amortissement pour tous les emprunts et obligations en cours.

### ÉCHÉANCES DE LA DETTE À LONG TERME POUR LES EMPRUNTS – GOUVERNEMENT <sup>(1)</sup>

Période se terminant le 31 mars	Dollars canadiens	Dollars américains	Yens japonais	Francs suisses	Deutsche marks	Francs français	Livres sterling	Euros	Total
(en millions de dollars)									
2000.....	5 470 \$	(1 726 ) \$	1 275 \$	218 \$	- \$	(249 ) \$	- \$	- \$	4 988 \$
2001.....	3 710	(51 )	-	331	-	-	-	-	3 990
2002.....	3 878	471	(26 )	424	1	-	-	-	4 748
2003.....	2 378	196	-	85	-	-	-	-	2 659
2004.....	3 363	(88 )	-	182	-	-	-	-	3 457
2000 – 2004....	18 799	(1 198 )	1 249	1 240	1	(249 )	-	-	19 842
2005 – 2009....	9 061	3 794	249	1 338	1 072	478	-	(226 )	15 766
2010 – 2014....	3 461	177	2 737	-	-	492	361	-	7 228
2015 – 2019....	422	1 104	2 031	-	83	-	-	36	3 676
2020 – 2024....	1 783	2 371	255	-	-	-	122	-	4 531
2025 – 2040....	3 977	1 772	-	-	-	-	-	-	5 749
	<u>37 503 \$</u>	<u>8 020 \$</u>	<u>6 521 \$</u>	<u>2 578 \$</u>	<u>1 156 \$</u>	<u>721 \$</u>	<u>483 \$</u>	<u>(190 ) \$</u>	<u>56 792 \$</u>

<sup>(1)</sup> Les montants en monnaies étrangères sont inscrits à leur équivalent en dollars canadiens au 31 mars 1999, compte tenu des contrats d'échange de devises et des contrats de change à terme, incluant les pertes de change non réalisées de 1,722 milliard de dollars qui sont amorties sur la durée restante de cette dette.

L'information concernant l'échéancier présenté ci-dessus inclut les montants qui seront retirés annuellement du Fonds consolidé du revenu pour la création de fonds d'amortissement destinés au remboursement des obligations du gouvernement conformément aux engagements contractuels de certaines émissions de titres d'emprunt. Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999, le montant retiré pour les fins des fonds d'amortissement s'élevait à 114 millions de dollars et, à cette date, la valeur totale des fonds d'amortissement était de 1,821 milliard de dollars, dont 1,525 milliard de dollars étaient placés dans des obligations émises ou garanties par le gouvernement.

### Fonds de financement

Au cours de l'exercice financier 1992, le gouvernement a créé un Fonds de financement afin de regrouper une partie du financement de divers organismes du secteur public qui contractaient eux-mêmes leurs emprunts, comme les institutions d'enseignement, les établissements de santé et de services sociaux et les entreprises du gouvernement autres qu'Hydro-Québec. L'objectif du Fonds de financement est de diminuer le coût de financement de ces organismes. Le service de la dette de ces emprunts est effectué à partir des budgets des organismes publics bénéficiaires, qui sont principalement des entreprises du gouvernement et des entités au niveau des administrations locales. Suivant la réforme comptable, le Fonds de financement sera en partie transformé en une entreprise publique et fera l'objet d'un regroupement. Il offrira des services de financement aux organismes qui ne sont pas regroupés, principalement aux établissements d'enseignement et de soins de santé. Le Fonds de financement continuera à offrir des services de financement aux organismes regroupés, comme les fonds spéciaux et les entreprises du gouvernement.

Le tableau suivant présente de façon succincte le produit des emprunts du Québec-Fonds de financement qui a été subséquemment prêté aux organismes du secteur public aux dates qui y sont indiquées.

#### EMPRUNTS – FONDS DE FINANCEMENT SELON L'OBJET

	Encours au 31 mars			Résultats préliminaires 1999
	Données non redressées 1995 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1996 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(1)</sup>	1998 <sup>(2)</sup>
	(en millions de dollars)			
Entreprises du gouvernement.....	1 983 \$	2 291 \$	2 579 \$	2 607 \$
Établissements d'enseignement.....	1 458	1 812	2 139	1 842
Établissements de santé et de services sociaux.....	1 141	1 705	2 151	2 291
Autres .....	7	6	358	591
	4 589	5 814	7 227	7 331
Fonds en caisse.....	(1 )	18	(78 )	(77 )
	4 588 \$	5 832 \$	7 149 \$	7 254 \$
				7 934 \$

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1995, 1996 et 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

Le tableau suivant présente les échéances de l'encours de la dette à long terme du gouvernement pour le Fonds de financement au 31 mars 1999 évalué aux cours du change en vigueur à cette date.

#### ÉCHÉANCES DE LA DETTE À LONG TERME DU GOUVERNEMENT RÉSULTANT DES EMPRUNTS – FONDS DE FINANCEMENT <sup>(1)</sup>

Période se terminant le 31 mars	En dollars canadiens	En dollars américains	Total
	(en millions de dollars)		
2000.....	1 121 \$	- \$	1 121 \$
2001.....	754	-	754
2002.....	729	-	729
2003.....	1 600	-	1 600
2004.....	1 478	116	1 594
2000 – 2004.....	5 682	116	5 798
2005 – 2009.....	1 483	-	1 483
2010 – 2014.....	470	-	470
2015 – 2019.....	11	-	11
2020 – 2024.....	172	-	172
2025 – 2040.....	-	-	-
	7 818 \$	116 \$	7 934 \$

<sup>(1)</sup> Les montants indiqués en monnaies étrangères sont inscrits à leur équivalent en dollars canadiens au 31 mars 1999, compte tenu des contrats d'échange de devises et des contrats de change à terme.

## Dette garantie

Le tableau suivant présente sommairement la dette à long terme garantie par le gouvernement (déduction faite des soldes des fonds d'amortissement) aux dates qui y sont indiquées.

### DETTE À LONG TERME GARANTIE

Au 31 mars <sup>(1)</sup>							
	1995	1996	1997	1998	Résultats préliminaires 1999	Taux d'intérêt moyen 1999	Échéance moyenne 1999
	(montants en millions de dollars)						
Hydro-Québec.....	37 887 \$	37 644 \$	38 166 \$	38 343 \$	37 811 \$	8,5 %	12,9 ans
Société immobilière du Québec.....	455	361	311	265	265	10,7	12,2
Société québécoise d'assainissement des eaux <sup>(2)</sup> .....	414	263	178	156	34	8,9	9,1
Investissement-Québec.....	406	144	100	100	100	10,8	12,0
Commission municipale du Québec.....	24	21	19	15	15	5,4	7,5
Sidbec .....	211	78	54	-	-	-	-
Société du Palais des congrès de Montréal .....	81	32	-	-	-	-	-
Société nationale de l'amiante .....	15	15	-	-	-	-	-
Autres.....	12	-	-	-	-	-	-
	<u>39 505 \$</u>	<u>38 558 \$</u>	<u>38 828 \$</u>	<u>38 879 \$</u>	<u>38 225 \$</u>		

<sup>(1)</sup> Équivalent en dollars canadiens aux dates indiquées pour les émissions en devises, compte tenu des contrats de change de devises.

<sup>(2)</sup> Après déduction des engagements assumés par le gouvernement et les municipalités concernant le remboursement du capital des dettes contractées par ces institutions dans le cadre du programme d'assainissement des eaux. Ces déductions s'élevaient à 1,754 milliard de dollars, 1,786 milliard de dollars, 2,013 milliards de dollars, 1,933 milliard de dollars et 1,997 milliard de dollars pour chacun des exercices financiers 1995 à 1999, respectivement.

Sur une base préliminaire, au 31 mars 1999, la dette à court terme garantie par le gouvernement s'élevait à 4,004 milliards de dollars, soit 3,256 milliards de dollars empruntés auprès d'institutions financières dans le cadre d'un programme de prêts aux étudiants et 748 millions de dollars de dette à court terme d'Hydro-Québec.

### Dette à long terme des municipalités et autres institutions

En plus de la dette du gouvernement et de la dette garantie par celui-ci, la dette à long terme du secteur public du Québec comprend la dette des institutions publiques qui relèvent de la compétence du gouvernement. Ces institutions incluent les corporations municipales et les communautés urbaines, les commissions scolaires et les établissements d'enseignement, les entreprises, les conseils et les commissions du gouvernement, ainsi que les établissements de santé et de services sociaux.

Le tableau suivant présente l'information sur la dette de ces institutions, déduction faite de la dette détenue ou garantie par le gouvernement, aux dates qui y sont indiquées.

### DETTE À LONG TERME DES MUNICIPALITÉS ET AUTRES INSTITUTIONS

	Encours au 31 mars <sup>(1)</sup>				Résultats préliminaires 1999 <sup>(2)</sup>
	1995	1996	1997	1998	
	(en millions de dollars)				
Corporations municipales, communautés urbaines et commissions de transport.....	13 323 \$	13 555 \$	13 617 \$	13 799 \$	13 948 \$
Commissions scolaires, universités et collèges .....	4 110	3 944	4 379	4 435	4 080
Conseils, commissions et entreprises du gouvernement.....	3 041	3 209	3 844	3 770	4 320
Établissements de santé et de services sociaux .....	1 360	1 186	1 034	911	872
	<u>21 834 \$</u>	<u>21 894 \$</u>	<u>22 874 \$</u>	<u>22 915 \$</u>	<u>23 220 \$</u>

<sup>(1)</sup> Équivalent en dollars canadiens au 31 mars pour les prêts en monnaies étrangères, compte tenu des contrats d'échange de devises. Les montants indiqués n'englobent pas les prêts effectués par le Fonds de financement.

<sup>(2)</sup> Résultats préliminaires.

La dette à long terme des institutions du secteur public se compose principalement de la dette à long terme des corporations municipales qui bénéficient d'un large degré d'autonomie puisque environ 95 % de leurs revenus totaux proviennent de sources locales. L'importance relative des immobilisations et des emprunts des gouvernements locaux au Québec est imputable, en grande partie, aux responsabilités assumées par les corporations municipales du Québec à l'égard de projets importants reliés à l'aménagement de nouvelles zones résidentielles et industrielles. Environ le tiers de la dette des corporations municipales et des communautés urbaines a été contracté pour ces projets qui, dans plusieurs autres régions du Canada, sont financés directement par le secteur privé. Le ministère des Affaires municipales supervise et réglemente les emprunts de toutes les corporations municipales et communautés urbaines du Québec.

En 1997 (l'année la plus récente pour laquelle l'information est disponible), les dépenses du secteur local, y compris les commissions scolaires, totalisaient 16,4 milliards de dollars, représentant 30,4 % (31,9 % exclusion faite de l'impact des conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997) des dépenses consolidées du secteur public du Québec. Les surplus nets accumulés provenant des opérations courantes des corporations municipales du Québec, y compris les réserves, sont passés de 705,3 millions de dollars en 1996 à 647,3 millions de dollars en 1997. La dette nette à long terme du secteur municipal assumée par les contribuables locaux est demeurée inchangée à 9,8 milliards de dollars au 31 décembre 1997. Cette dette exprimée en pourcentage des évaluations immobilières est demeurée inchangée à 3,4 % en 1997.

Le tableau suivant présente l'information sur les engagements du gouvernement pour le remboursement du capital des emprunts contractés pour les immobilisations des établissements d'enseignement et de la santé et des services sociaux ainsi que les corporations municipales et les communautés urbaines aux dates qui y sont indiquées. Les engagements pour l'exercice financier 1999 ne sont pas encore publiés.

### ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

	Encours au 31 mars <sup>(1)</sup>			
	1995	1996	1997	1998
	(en millions de dollars)			
Corporations municipales, communautés urbaines et commissions de transport.....	4 872 \$	5 048 \$	5 266 \$	2 750 \$
Commissions scolaires, universités et collèges.....	5 584	5 766	6 515	6 250
Conseils, commissions et entreprises du gouvernement .....	346	367	838	227
Établissements de santé et de services sociaux .....	2 593	2 962	3 243	3 392
	13 395 \$	14 143 \$	15 862 \$	12 619 \$

<sup>(1)</sup> Équivalent en dollars canadiens au 31 mars pour les prêts en monnaies étrangères, compte tenu des contrats d'échange de devises. Les montants indiqués comprennent les engagements souscrits par le Fonds de financement au titre du remboursement des emprunts.

### Dettes à long terme consolidée

Le tableau suivant présente l'information sur la dette à long terme consolidée, déduction faite des soldes des fonds d'amortissement, du secteur public du Québec qui inclut la dette à long terme du gouvernement, la dette des entreprises, des organismes, des conseils et des commissions du gouvernement ainsi que la dette des administrations locales aux dates indiquées. Dans un certain nombre de cas, notamment celui d'Hydro-Québec, le service de la dette est assuré à même les revenus d'exploitation et d'autres fonds générés à l'intérieur plutôt qu'à même des impôts. Au 31 mars 1999, la dette à long terme du secteur public, déduction faite des soldes des fonds d'amortissement, était estimée à 126,3 milliards de dollars, dont 11,1 % était détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

### DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

	Encours au 31 mars			Résultats préliminaires 1999
	Données non redressées 1995 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1996 <sup>(1)</sup>	Données non redressées 1997 <sup>(1)</sup>	
	(en millions de dollars)			1998 <sup>(2)</sup>
Emprunts - Gouvernement.....	47 320 \$	47 811 \$	49 799 \$	51 187 \$
Dettes garanties par le gouvernement <sup>(3)</sup> .....	39 505	38 558	38 828	38 879
Dettes du secteur municipal.....	13 323	13 555	13 617	13 799
Emprunts - Fonds de financement .....	4 588	5 832	7 149	7 254
Autres dettes.....	8 511	8 339	9 257	9 116
Dettes à long terme du secteur public <sup>(4)(5)</sup> .....	113 247 \$	114 095 \$	118 650 \$	120 235 \$
Par habitant (\$).....	15 713 \$	15 757 \$	16 312 \$	16 452 \$
En pourcentage du <sup>(6)</sup>				
PIB .....	66,2 %	63,9 %	65,7 %	64,4 %
Revenu personnel .....	76,6 %	74,7 %	76,3 %	75,8 %

<sup>(1)</sup> Les données des exercices financiers 1995 à 1997 n'ont pas été redressées pour refléter les nouvelles conventions comptables mises en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997 (se reporter à la rubrique « Administration financière »).

<sup>(2)</sup> Les états financiers du gouvernement sont présentés sur une base consolidée à partir de l'exercice financier 1998.

<sup>(3)</sup> Représente principalement la dette d'Hydro-Québec. Après déduction des engagements assumés par le gouvernement et les municipalités concernant le remboursement du capital des dettes contractées par ces institutions dans le cadre du programme d'assainissement des eaux. Ces déductions s'élevaient à 1,754 milliard de dollars, 1,786 milliard de dollars, 2,013 milliards de dollars, 1,933 milliard de dollars et 1,997 milliard de dollars pour chacun des exercices financiers 1995 à 1999, respectivement.

<sup>(4)</sup> Inclut les engagements du gouvernement (se reporter à la rubrique « Engagements du gouvernement »).

<sup>(5)</sup> Équivalent en dollars canadiens aux dates indiquées pour les emprunts en monnaies étrangères, compte tenu des contrats d'échange de devises.

<sup>(6)</sup> Les pourcentages sont établis à l'aide du PIB et du revenu personnel de l'année civile précédente.

## **Adaptation à l'an 2000**

En préparation au passage à l'an 2000, le Québec a créé un bureau qui a pour mission de veiller à ce que l'ensemble des activités et des systèmes informatiques essentiels soient conformes aux exigences de l'an 2000 (le « Bureau de l'an 2000 »).

Les principales fonctions du Bureau de l'an 2000, qui relève du Secrétariat du Conseil du Trésor, sont de coordonner, de suivre et d'évaluer les progrès des mesures prises en prévision du passage à l'an 2000 et d'en faire rapport aux autorités gouvernementales. Les frais engagés pour régler les problèmes possibles au moyen du remplacement ou de la mise au rancart d'une partie importante des systèmes informatisés ne sont pas considérables. Le Bureau de l'an 2000 a sélectionné des employés au sein des ministères ainsi que des organismes et des sociétés publics, dans les réseaux de la santé et de l'enseignement et dans les municipalités pour qu'ils agissent comme coordonnateurs en son nom et qu'ils le représentent dans l'exercice de ses activités.

Au 31 mars 1999, le Bureau de l'an 2000 avait supervisé le travail de conversion pour les activités, les systèmes informatiques et l'équipement essentiels, et ce travail était complété à 95,1 % à cette date. Des plans de contingence ont été déposés auprès du Bureau de l'an 2000 pour les activités non encore terminées et le Québec prévoit être prêt pour le passage à l'an 2000 bien avant le 31 décembre 1999.

Malgré les efforts déployés pour relever ce défi de taille, il n'est pas possible à l'heure actuelle de garantir que tous les aspects reliés au passage à l'an 2000 seront réglés d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Le Québec ne peut davantage garantir qu'il ne sera pas affecté par l'incapacité de tierces parties de gérer le passage à l'an 2000.

### **POUR EN SAVOIR DAVANTAGE**

Le présent document constitue une annexe au rapport annuel de la province de Québec (le « Québec ») sur formulaire 18-K déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission des États-Unis* (la « SEC ») pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999. Des renseignements supplémentaires sur le Québec sont disponibles dans le rapport annuel ou d'autres annexes ou modifications à celui-ci. Vous pouvez également lire et copier tout document que le Québec dépose auprès de la SEC dans les salles de référence publiques de la SEC situées au 450 West Street, N.W., Washington, DC 20548. Vous pouvez de même lire et copier les documents qui se trouvent au 500 West Madison Street, Suite 1400, Chicago, IL 60661 et au Seven World Trade Center, Suite 1300, New York, NY 10048. Veuillez composer le numéro sans frais de la SEC, le 1-800-SEC-0330, si vous souhaitez plus d'information sur les heures d'ouverture des salles de référence publiques de la SEC. En outre, vous pouvez demander, sans frais, un exemplaire de ces dossiers au ministère des Finances, Direction de l'émission des emprunts, 12, rue St-Louis, Québec (Québec) G1R 5L3, Canada. Le présent document est également affiché sur le site Internet du ministère des Finances au [www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca). Cependant, tout autre renseignement donné sur ce site ne doit pas être considéré comme faisant partie du présent document ou du rapport annuel dans lequel il figure comme annexe.



# RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

Le tableau suivant présente les caractéristiques actuelles ou futures de la dette à long terme pour les emprunts (gouvernement et Fonds de financement) en cours au 31 mars 1999 ; par conséquent, les caractéristiques antérieures ne sont pas indiquées.

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Dollars canadiens		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable		
A) Remboursables en dollars canadiens							
1999-04-01	1993-12-16	10-01 et 04-01	6,00	\$	654 990 000 \$	CA748148PE71	
1999-10-27	1998-10-27	10-27	4,78		95 438 000	CA748148QM8	
1999-11-01	1979-11-01	05-01 et 11-01	12,00		15 000 000	-	
2000-02-01	1980-02-01	02-01 et 08-01	12,85		600 000	-	
2000-02-16	1993-02-16	02-16	8,50		500 000 000	XS0041804377	
2000-04-26	1989-10-26	04-26 et 10-26	10,00		1 275 000 000	CA748148KL69	
2000-08-16	1990-08-16	08-16	11,50		250 000 000	XS0027113892	
2000-09-01	1995-07-21	03-01 et 09-01	7,25		645 795 437	CA748148PV96	
2001-01-15	1985-12-23	01-15 et 07-15	10,50		374 812 289	CA748148LL50	
2001-02-01	1981-02-01	02-01 et 08-01	13,77		600 000	-	
2001-02-15	1990-11-29	02-15 et 08-15	11,75		99 682 978	CA748148KS13	
2001-10-15	1991-06-19	04-15 et 10-15	10,25		1 147 149 350	CA748148NT68	
2001-10-15	1998-10-28	04-15 et 10-15	6,00		94 200 935	CA748148QN6	
2001-10-30	1991-10-30	10-30	10,0725		83 500 000	XS0034564129	
2002-02-01	1982-02-01	02-01 et 08-01	16,90		600 000	-	
2002-04-01	1991-12-20	04-01 et 10-01	9,25		734 523 929	CA748148NW97	
2002-04-01	1996-11-29	04-01 et 10-01	5,25		878 140 000	CA748148QA4	
2002-12-22	1982-12-22	06-22 et 12-22	13,25		40 000 000	CA748148JJ33	
2003-04-07	1983-04-07	04-07 et 10-07	13,00		261 646 000	CA748148JL88	
2003-05-01	1992-12-17	05-01 et 11-01	9,00		717 516 952	CA748148NY53	
2003-12-01	1993-09-08	06-01 et 12-01	7,50		1 865 491 356	CA748148PC16	
2004-05-31	1984-05-31	05-31 et 11-30	14,625		150 000 000	CA748148ME09	
2004-08-12	1994-08-12	08-12	10,08		99 255 441	-	
2004-09-24	1979-09-24	03-24 et 09-24	10,90		75 000	CA748148MF73	
2004-10-01	1994-03-31	04-01 et 10-01	8,00		196 848 229	CA748148PH03	
2004-10-01	1994-12-01	04-01 et 10-01	9,75		398 053 177	CA748148PL15	
2004-11-29	1984-11-29	05-29 et 11-29	12,75		270 000 000	CA748148JV60	
2004-12-28	1984-12-28	06-28 et 12-28	12,60		75 000 000	CA748148LN17	
							Rachat <sup>(2)</sup> : 1999-09-24
							RFA <sup>(2)</sup> : 1985-11-29

RFA <sup>(2)</sup> : 1984-04-07

Rachat <sup>(2)</sup> : 1999-09-24

RFA <sup>(2)</sup> : 1985-11-29

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Dollars canadiens		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable		
2005-04-01	1995-03-23	04-01 et 10-01	9,50	350 000 000	352 762 718	CA748148PM97	RFA <sup>(1)</sup> : 1989-04-01  RFA <sup>(2)</sup> : 1996-06-26 et rachat <sup>(2)</sup> 2004-06-26  RFA <sup>(1)</sup> : 1990-06-28 RFA <sup>(1)</sup> : 1992-03-28 RFA <sup>(2)</sup> : 1997-09-02 RFA <sup>(1)</sup> : 1988-02-10  RFA <sup>(1)</sup> : 1990-06-01 RFA <sup>(1)</sup> : 1991-07-27 RFA <sup>(1)</sup> : 1994-01-16  RFA <sup>(1)</sup> : 1997-04-01 Obligations à rendement réel. Rendements liés à l'IPC au Canada RFA <sup>(1)</sup> : 1999-10-01
2005-06-30	1985-05-30	06-30 et 12-30	12,25	100 000 000	100 000 000	CA748148KY80	
2005-10-03	1985-10-03	04-03 et 10-03	11,375	75 000 000	75 000 000	CA748148MG56	
2006-03-30	1996-02-12	03-30 et 09-30	7,75	1 540 000 000	1 593 067 492	CA748148PW7	
2006-05-01	1986-05-01	05-01 et 11-01	9,50	100 000 000	100 000 000	CA748148MH30	
2006-07-07	1986-07-07	01-07 et 07-07	10,00	75 000 000	75 000 000	CA748148LP64	
2007-10-01	1997-02-25	04-01 et 10-01	6,50	1 592 000 000	1 613 951 648	CA748148QC0	
2009-04-01	1988-01-07	04-01 et 10-01	11,00	1 246 000 000	1 331 335 789	CA748148KG74	
2009-06-01	1999-01-15	06-01 et 12-01	5,50	965 000 000	957 826 414	CA748148QP1	
2009-06-26	1985-06-26	06-26 et 12-26	10,75	221 000 000	221 000 000	CA748148JZ74	
2010-06-28	1989-06-28	06-28 et 12-28	10,00	570 000 000	589 923 660	CA748148KK86	RFA <sup>(1)</sup> : 1990-06-01 RFA <sup>(1)</sup> : 1991-07-27 RFA <sup>(1)</sup> : 1994-01-16  RFA <sup>(1)</sup> : 1997-04-01 Obligations à rendement réel. Rendements liés à l'IPC au Canada RFA <sup>(1)</sup> : 1999-10-01
2011-03-28	1991-03-28	03-28 et 09-28	10,75	75 000 000	74 311 314	CA748148NR03	
2011-09-02	1986-09-02	03-02 et 09-02	9,50	363 000 000	362 571 385	CA748148KC60	
2012-02-10	1987-02-10	02-10 et 08-10	9,00	161 000 000	161 000 000	CA748148KE27	
2012-06-04	1987-06-04	06-04 et 12-04	10,50	200 000 000	197 189 441	CA748148LQ48	
2012-10-09	1987-10-09	04-09 et 10-09	11,875	125 000 000	99 334 242	CA748148MJ95	
2014-06-01	1989-06-01	06-01 et 12-01	10,50	100 000 000	123 715 027	CA748148KJ14	
2015-07-27	1990-07-27	01-27 et 07-27	11,00	50 000 000	49 243 429	CA748148KN26	
2023-01-16	1993-03-04	01-16 et 07-16	9,375	1 900 000 000	1 918 800 338	CA748148NX70	
2023-03-30	1992-12-29	03-30 et 09-30	9,50	375 000 000	370 954 596	CA748148PA59	
2026-04-01	1996-07-19	04-01 et 10-01	8,50	1 880 000 000	2 131 675 381	CA748148PZ0	CAD-BA-CDOR (3 mois) + 0,26 %  Avant le 1998-02-17 : 0,00 %  Depuis le 1999-02-15 : 19,00 % Option <sup>(1)</sup>
2026-12-01	1998-02-27	06-01 et 12-01	4,50	365 000 000	374 532 088	CA748148QG1	
2029-10-01	1998-05-01	04-01 et 10-01	6,00	1 696 000 000	1 679 254 571	CA748148QJ5	
<b>Billets à moyen terme</b>							
1999-06-07	1995-06-07	03-07 et 06-07 09-07 et 12-07	variable	30 000 000	30 000 000	CA74814ZAW38	
1999-12-22	1994-12-22	12-22	9,50	15 000 000	14 981 217	CA74814ZAE30	
2000-02-07	1995-02-07	02-07 et 08-07	9,90	6 250 000	6 258 049	CA74814ZAJ27	
2000-02-17	1995-02-17	02-17	28,50	10 000 000	11 421 371	CA74814ZAK99	
2000-02-24	1995-03-02	02-24 et 08-24	8,75	100 000 000	99 913 364	CA74814ZAN39	
2000-04-26	1995-02-24	04-26 et 10-26	13,00	5 000 000	5 179 498	CA74814ZAL72	
2001-01-15	1995-06-08	01-15 et 07-15	10,50	20 000 000	20 831 296	CA74814ZAV54	
2001-02-15	1996-02-15	02-15	-	10 000 000	9 978 927	CA74814ZBB8	
2001-02-16	1996-02-16	02-16 et 08-16	6,00	45 000 000	44 493 502	CA74814ZBC6	Option <sup>(1)</sup>
2001-10-24	1991-10-24	10-24	10,24	82 000 000	82 000 000	US74815HBD35	
2002-04-01	1996-03-14	04-01 et 10-01	7,00	45 000 000	44 732 951	CA74814ZBD4	
2002-08-25	1992-08-25	08-25	8,10	30 000 000	29 980 126	XS0039494355	

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Dollars canadiens		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable		
2002-12-04	1998-11-04	-	-	25 000 000	25 000 000	CA74814ZBZ5	Indexés sur le DS Barra Government Bond Index Option <sup>(2)</sup> Autres <sup>(16)</sup> Option <sup>(3)</sup>
2003-07-15	1998-06-10	01-15 et 07-15	5,60	150 000 000	151 739 816	CA74814ZBT9	Option <sup>(4)</sup> À compter du 2000-02-15 : 12,00 %
2003-12-01	1998-10-06	06-01 et 12-01	5,50	25 000 000	25 211 111	CA74814ZBY8	
2004-04-01	1998-02-20	04-01 et 10-01	5,75	28 000 000	28 284 807	CA74814ZBS1	
2004-10-01	1998-06-17	04-01 et 10-01	5,65	70 000 000	71 100 660	CA74814ZBV4	
2005-02-15	1995-02-15	15 de chaque mois	-	15 000 000	14 780 130	CA74814ZAF05	
2005-06-30	1995-01-20	06-30 et 12-30	12,25	168 250 000	189 442 966	CA74814ZAG87	
2005-11-29	1995-11-29	29 de chaque mois	7,875	5 000 000	4 983 571	CA74814ZAZ68	
2006-08-14	1996-08-14	14 de chaque mois	7,30	7 000 000	6 910 415	CA74814ZBE2	
2007-02-05	1997-02-05	5 de chaque mois	6,70	14 000 000	13 794 557	CA74814ZBJ1	
2007-06-09	1997-06-09	9 de chaque mois	6,50	11 000 000	10 839 739	CA74814ZBM4	
2007-06-30	1997-06-10	03-30 et 06-30	6,90	152 020 000	153 066 294	CA74814ZBN2	
2008-04-01	1998-02-13	04-01 et 10-01	5,85	50 000 000	49 954 912	CA74814ZBQ5	Option <sup>(5)</sup> Option <sup>(6)</sup> Option <sup>(7)</sup> Rachat <sup>(5)</sup> : 2006-10-01 Rachat <sup>(2)</sup> : 2006-12-28
2008-04-01	1998-02-17	04-01 et 10-01	5,75	85 000 000	84 154 770	CA74814ZBR3	
2008-12-15	1997-03-10	06-15 et 12-15	6,98	5 000 000	5 000 000	CA74814ZBK8	
2009-04-01	1995-02-24	04-01 et 10-01	14,00	20 000 000	25 145 179	CA74814ZAM55	
2009-04-01	1998-06-12	04-01 et 10-01	5,55	50 000 000	49 609 783	CA74814ZBU6	
2009-04-01	1998-06-19	04-01 et 10-01	5,45	65 000 000	64 431 442	CA74814ZBX0	
2009-04-01	1998-06-19	04-01 et 10-01	5,55	76 000 000	75 800 159	CA74814ZBW2	
2013-10-01	1996-08-28	04-01 et 10-01	10,00	25 000 000	28 457 179	CA74814ZBF9	
2013-12-28	1996-09-11	06-28 et 12-28	10,00	32 000 000	35 781 178	CA74814ZBG7	
2014-07-16	1995-09-05	01-16 et 07-16	9,05	10 000 000	9 977 688	CA74814ZAY93	
2015-06-30	1995-04-03	06-30 et 12-30	9,65	4 664 000	4 723 652	CA74814ZAP86	RFA <sup>(1)</sup> : 1997-04-01
2016-06-30	1995-04-03	06-30 et 12-30	9,65	7 739 000	7 840 528	CA74814ZAQ69	
2017-06-30	1995-04-03	06-30 et 12-30	9,65	7 744 000	7 847 844	CA74814ZAR43	
2023-03-30	1995-08-09	03-30 et 09-30	9,50	194 500 000	199 247 957	CA74814ZAX11	
2026-04-01	1996-12-27	04-01 et 10-01	8,50	100 000 000	109 714 956	CA74814ZBH5	
2026-04-01	1999-01-12	04-01 et 10-01	8,50	90 000 000	120 339 596	CA74814ZCA9	
2028-04-01	1999-02-19	04-01 et 10-01	6,10	5 000 000	5 027 632	74814ZCD3	
2035-04-01	1995-04-13	04-01 et 10-01	-	100 000 000	17 562 397	CA74814ZAT09	
2035-04-01	1995-04-11	04-01 et 10-01	-	150 000 000	26 755 913	CA74814ZAS26	
2035-04-01	1995-01-31	04-01	-	150 000 000	55 023 812	CA74814ZAH60	Autres <sup>(1)</sup> Depuis le 1999-04-01 jusqu'au 2006-10-01 : 2 millions de dollars à chaque date de paiement d'intérêt Autres <sup>(2)</sup> Billet à coupon zéro
2035-04-01	1997-12-15	04-01 et 10-01	6,50	300 000 000	295 110 367	74814ZBP7	
2035-04-01	1999-02-02	-	-	456 000 000	55 761 338	74814ZCB7	
2039-10-01	1999-02-05	-	-	525 000 000	50 805 076	74814ZCC5	

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Dollars canadiens		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable		
<b>Produits d'épargne</b>							
Obligations d'épargne 2000-2008		06-01	4,25/4,75	1 384 959 029	1 384 959 029		Encaissement <sup>(3)</sup>
Autres produits d'épargne 1999-2008		Divers	Divers	1 122 229 667	1 119 646 037		
<b>Receveur général du Canada</b>							
1999-2019	1978/1999	02-01 et 08-01	5,90/17,51	96 650 000	96 650 000		Encaissement <sup>(4)</sup>
<b>Dettes assumées</b>							
2013-2017	1963/1967		5,125/5,75	27 432 486	27 432 486		Remboursables en versements semestriels, capital et intérêt compris
<b>Obligations à fort escompte</b>							
1999-2005	1994/1995	-	8,853/10,41	163 700 000	138 091 283		RFA <sup>(3)</sup>
				31 440 597 182	30 717 745 367		
<b>Redressements reliés aux contrats d'échange</b>							
				15 912 121 865	15 912 969 568		
<b>Total – Remboursables en dollars canadiens</b>				<b>47 352 719 047 \$</b>	<b>46 630 714 935 \$</b>		

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
B) Remboursables en monnaies étrangères								
Remboursables en dollars américains								
1999-04-01	1989-02-01	04-01 et 10-01	9,375	250 000 000 \$ US	249 999 791 \$ US	377 299 685	US748148KH15	USD-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,17 %
2000-03-01	1990-03-01	03-01 et 09-01	9,125	500 000 000	499 466 322	753 794 574	US748148KM44	
2001-03-15	1996-03-15	03-15 et 09-15	variable	38 140 000	38 140 000	57 560 888	-	
2001-05-08	1991-05-08	05-08	9,00	300 000 000	299 835 838	452 512 247	XS0031363533	USD-LIBID (6 mois) et rachat <sup>(1)</sup> : 1989-10-01
2001-05-08	1991-05-08	05-08	9,125	500 000 000	499 748 243	754 220 049	XS0033330514	
2001-08-22	1991-08-22	08-22	variable	300 000 000	300 000 000	452 760 000	GB0047168421	
2001-10-25	1986-10-15	04-15 et 10-15	7,50	750 000 000	749 269 485	1 130 797 508	US748148NS8	USD-LIBOR-LIBO (6 mois) + 0,15 %
2002-07-15	1992-07-16	01-15 et 07-15	8,80	500 000 000	497 739 488	751 188 436	US748148KP7	
2003-04-15	1991-04-23	04-15 et 10-15	8,625	500 000 000	497 620 243	751 008 471	US748148NZ27	
2005-01-19	1995-01-19	01-19 et 07-19	6,50	500 000 000	498 291 064	752 020 873	US748148PU1	RFA <sup>(2)</sup> : 1985-09-15 puis RFA <sup>(1)</sup> : 1995-09-15 et rachat <sup>(3)</sup> : 1999-09-15
2006-01-17	1996-01-17	01-17 et 07-17	7,00	500 000 000	744 751 784	1 123 979 392	US748148QB21	
2007-01-30	1997-01-30	01-30 et 07-30	variable	100 000 000	99 690 078	150 452 265	-	
2007-03-05	1997-03-05	03-18 et 09-18	5,75	1 000 000 000	997 401 914	1 505 278 969	748148QQ9	RFA <sup>(2)</sup> : 1986-06-15 puis RFA <sup>(1)</sup> : 1996-06-15 et rachat <sup>(3)</sup> : 2000-06-15
2009-02-15	1999-02-18	02-15 et 08-15	13,25	150 000 000	150 000 000	226 380 000	CA748148TT15	
2014-09-15	1984-09-15	03-15 et 09-15	11,00	200 000 000	200 000 000	301 840 000	-	
2015-06-15	1985-06-15	06-15 et 12-15	9,00	250 000 000	250 000 000	377 300 000	LU0021435334	RFA <sup>(1)</sup> : 1994-07-15 RFA <sup>(1)</sup> : 2004-02-09
2016-04-01	1986-04-01	04-01	7,50	1 000 000 000	997 087 674	1 504 804 717	CA748148PB3	
2023-07-15	1993-07-15	01-15 et 07-15	7,125	1 000 000 000	995 155 051	1 501 888 002	CA748148PD9	
2024-02-09	1994-02-09	02-09 et 08-09	8,625	300 000 000	300 000 000	452 760 000	-	RFA <sup>(2)</sup> : 1987-12-01 puis RFA <sup>(1)</sup> : 1997-12-01
2026-12-01	1986-12-01	06-01 et 12-01						
Billets à moyen terme								
1999-04-01	1992-03-26	05-15 et 11-15	7,98	14 300 000	14 300 000	21 581 560	US74815HBN17	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,30 %
1999-06-15	1994-06-15	03-15 et 06-15	variable	5 000 000	5 000 000	7 546 000	US74815HBW16	
1999-06-21	1994-06-21	03-21 et 06-21	variable	82 550 000	82 550 000	124 584 460	US74815HBX98	
2000-02-03	1993-02-03	02-03	variable	240 000 000	240 000 000	362 208 000	XS0042022870	Moyenne trimestrielle du taux interbancaire + 0,55 % Autres <sup>(1)</sup>
2000-03-31	1995-03-31	09-30 et 12-30	variable	18 000 000	18 000 000	27 165 600	XS0056749566	
2001-02-14	1991-02-14	05-15 et 11-15	8,76	10 000 000	10 000 000	15 092 000	US74815HAA05	
2001-02-15	1991-02-15	05-15 et 11-15	8,71	10 000 000	10 000 000	15 092 000	US74815HAC60	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,25 %
2001-02-15	1991-02-15	05-15 et 11-15	8,75	7 000 000	7 000 000	10 564 400	US74815HAB87	
2001-02-22	1991-02-22	05-15 et 11-15	8,69	20 000 000	20 000 000	30 184 000	US74815HAG74	
2001-03-12	1994-06-29	03-12	7,15	130 000 000	123 491 222	186 372 952	XS0051572187	

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable			
2001-04-05	1991-04-04	05-15 et 11-15	9,00	15 000 000	15 006 423	22 647 694	US74815HAS13	
2001-05-15	1991-06-11	05-15	9,15	10 000 000	10 000 000	15 092 000	US74815HAY80	
2001-07-20	1991-07-18	05-15 et 11-15	9,05	10 000 000	10 000 000	15 092 000	US74815HBA95	
2001-11-02	1998-11-02	02-02 et 05-02	variable	50 000 000	50 000 000	75 460 000	74815HCN2	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2 mai 2000
2001-11-06	1998-11-06	08-02 et 11-02	variable	75 000 000	75 000 000	113 190 000	74815HCN0	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2 décembre 1999 et 1 <sup>er</sup> décembre 2000
2001-11-13	1998-11-13	02-10 et 05-10	variable	100 000 000	100 000 000	150 920 000	XS0092050045	Encaissement <sup>(2)</sup> : 13 mai 2000
2002-01-28	1992-01-28	08-10 et 11-10	7,78	6 000 000	6 000 000	9 055 200	US74815HBC65	
2002-01-28	1992-01-28	05-15 et 11-15	7,79	5 000 000	5 000 000	7 546 000	US74815HBF82	
2002-04-01	1992-01-30	05-15 et 11-15	7,99	5 000 000	5 000 000	7 546 000	US74815HB105	
2002-04-01	1992-02-07	05-15 et 11-15	8,04	10 000 000	10 000 000	15 092 000	US74815HBL50	
2002-04-02	1992-03-30	05-15 et 11-15	8,36	7 500 000	7 500 000	11 319 000	US74815HBM34	
2002-04-16	1992-04-15	05-15 et 11-15	8,16	3 000 000	3 000 000	4 527 600	US74815HBC48	
2002-04-23	1992-04-23	05-15 et 11-15	8,10	6 000 000	6 000 000	9 055 200	US74815HBR21	
2002-06-12	1997-06-12	06-12 et 12-12	variable	25 000 000	25 000 000	37 730 000	XS0077360294	USD-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,10 %
2002-07-15	1997-01-15	01-15 et 04-15	variable	50 000 000	50 000 000	75 460 000	XS0072688152	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,10 %
2002-08-05	1997-02-05	02-05 et 05-05	variable	50 000 000	49 945 087	75 377 125	XS0073590472	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,125 %
2002-08-21	1997-08-21	08-05 et 11-05	variable	25 000 000	25 000 000	37 730 000	XS0079532247	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,075 %
2002-09-01	1991-03-20	02-21 et 05-21	8,93	2 000 000	2 000 000	3 018 400	US74815HAP73	
2003-04-01	1993-04-01	05-15 et 11-15	variable	150 000 000	150 000 000	226 380 000	XS0042994771	USD-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,25 %
2004-03-10	1994-03-10	04-01 et 10-01	variable	17 220 000	17 220 000	25 988 424	XS0049447047	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,21 %
2004-03-11	1994-03-11	03-08 et 06-08	variable	17 180 000	17 180 000	25 928 056	XS0049466856	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,25 %
2004-06-11	1997-06-11	09-09 et 12-09	variable	200 000 000	199 907 832	301 700 900	XS0077294642	USD-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,15 %
2004-07-02	1997-07-02	03-11 et 06-11	variable	100 000 000	99 503 482	150 170 656	XS0078001772	USD-LIBOR-LIBO (3 mois) + 0,0625 %
2007-10-15	1994-01-13	01-02 et 04-02	6,65	5 000 000	5 000 000	7 546 000	CA74814ZAA1	
2007-10-15	1994-07-20	07-02 et 10-02	8,35	4 000 000	3 996 714	6 031 840	CA74814ZAC7	
2007-10-15	1994-11-15	04-15 et 10-15	8,35	4 500 000	4 383 029	6 614 868	CA74814ZAD56	
2008-02-25	1998-02-25	04-15 et 10-15	variable	25 000 000	25 000 000	37 730 000	XS0084745248	USD-LIBOR-BBA (3 mois) et Option <sup>(3)</sup>
2008-08-07	1998-08-07	02-25 et 05-25	5,88	250 000 000	250 000 000	377 300 000	XS0089070485	Option <sup>(3)</sup>
2026-01-30	1996-01-30	08-25 et 11-25	6,35	150 000 000	149 962 526	226 323 444	US74815HBZ4	Encaissement <sup>(2)</sup> : 30 janvier, 2006, 2008, 2011, 2016 et 2021
2026-02-27	1996-02-29	02-07 et 08-07	5,67	100 000 000	100 000 000	150 920 000	US74815HCB6	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2001-02-27, 2003-02-27, 2006-02-27 et 2016-02-27. Si le premier encaissement



Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable			
2026-03-02	1996-02-29	03-02 et 09-02	5,735	150 000 000	150 000 000	226 380 000	US74815HCA8	n'est pas effectué, coupon : 7,14 % Encaissement <sup>(2)</sup> : 2001-03-02. Si l'encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,485 %
2026-03-06	1996-03-06	03-06 et 09-06	6,29	100 000 000	100 000 000	150 920 000	US74815HCC4	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2003-03-06. Si l'encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,365 %
2026-03-10	1996-03-08	03-10 et 09-10	6,185	50 000 000	50 000 000	75 460 000	US74815HCD2	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2003-03-10 et 2008-03-10. Si le premier encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,035 %
2026-04-09	1996-04-09	04-09 et 10-09	6,62	100 000 000	100 000 000	150 920 000	US74815HCE0	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2003-04-09. Si l'encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,38 %
2026-04-15	1996-04-11	04-15 et 10-15	6,86	50 000 000	50 000 000	75 460 000	US74815HCG5	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2006-04-17, 2016-04-15 et 2021-04-15. Si le premier encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,50 %
2026-04-15	1996-04-11	04-15 et 10-15	6,89	50 000 000	50 000 000	75 460 000	US74815HCF7	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2006-04-17. Si l'encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,50 %
2026-07-22	1996-07-22	01-22 et 07-22	7,295	100 000 000	100 000 000	150 920 000	US74815HCJ9	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2006-07-22.
2036-07-22	1996-07-22	01-22 et 07-22	7,22	160 000 000	160 000 000	241 472 000	US74815HCH3	Encaissement <sup>(2)</sup> : 2006-07-22 et 2016-07-22. Si le premier encaissement n'est pas effectué, coupon : 7,97 %
				11 662 390 000	11 631 143 290	17 553 721 455		
				(5 901 360 623)	(5 901 360 623)	(8 906 333 4)		
				5 761 029 377\$ US	5 729 782 667\$ US	8 647 388 002		

Redressements ayant trait aux contrats d'échange .....  
**Total - Remboursables en dollars américains**

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères	Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
Remboursables en yens japonais							
1999-11-08	1989-11-08	11-08	5,45	5 000 000 000 ¥	63 750 000	-	
2000-08-08	1994-08-08	02-08 et 08-08	4,40	9 000 000 000	114 750 000	-	
1990-10-30	1990-10-30	10-30	9,00	20 000 000 000	255 000 000	-	Intérêt payable en \$ A (106,2 ¥ par \$ A)
2001-02-28	1991-02-28	02-28	8,00	8 000 000 000	101 722 747	-	Intérêt payable en \$ A (100,6 ¥ par \$ A)
2001-03-22	1991-03-22	03-22	7,15	9 000 000 000	8 880 944 327	-	Intérêt payable en \$ A (103,4 ¥ par \$ A)
2001-03-28	1991-03-28	03-28	7,35	10 000 000 000	9 865 802 654	-	Intérêt payable en \$ A (104,8 ¥ par \$ A)
2001-11-05	1991-11-05	11-05	6,25	50 000 000 000	49 991 966 418	-	
2003-02-26	1993-02-26	02-26 et 08-26	variable	5 000 000 000	63 750 000	XS0034399849	JPY-LIBOR-BBA (6 mois)
2003-08-21	1993-08-21	08-21	5,13	8 500 000 000	108 375 000	-	
2003-09-30	1993-09-30	09-30	4,80	10 000 000 000	127 500 000	-	
2004-08-18	1994-08-18	02-18 et 08-18	variable	3 000 000 000	63 750 000	-	JPY-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,15 %
2004-08-18	1994-08-18	02-18 et 08-18	4,75	3 000 000 000	38 250 000	-	
2005-03-02	1995-03-01	03-01	4,90	6 500 000 000	82 875 000	-	Rachat <sup>(1)</sup> : 2002-03-01 et encaissement <sup>(1)</sup> : 2002-03-01
2005-08-30	1995-08-30	08-30	4,25	20 000 000 000	255 000 000	-	Intérêt payable en \$ A (67,79 ¥ par \$ A)
2006-03-28	1996-03-28	03-28	3,425	3 000 000 000	38 250 000	-	
2007-11-13	1997-11-12	11-12	2,29	6 000 000 000	76 500 000	-	
2008-06-30	1998-06-30	06-30	1,91	6 727 000 000	85 769 250	-	Rachat <sup>(1)</sup> : 2002-06-30
2009-09-29	1997-07-29	03-29 et 09-29	3,00	100 000 000 000	1 271 619 578	-	
Billets à moyen terme							
1999-04-08	1994-08-08	04-08	4,20	4 500 000 000	57 374 585	XS0052047551	
1999-06-28	1994-06-28	06-28	4,10	2 000 000 000	25 496 579	XS0051242807	
1999-07-12	1995-07-12	01-12 et 04-12 et 07-12 et 10-12	variable	10 022 391 857	127 785 496	XS0058603936	JPY-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,80 %
1999-07-28	1994-07-28	07-28	4,00	1 500 000 000	19 111 293	XS0052005559	
1999-08-10	1994-08-10	02-10 et 08-10	variable	2 000 000 000	25 500 000	XS0052088407	JPY-LIBOR-BBA (6 mois)
1999-08-25	1994-08-25	08-25	4,41	3 000 000 000	38 250 000	XS0052681334	
1999-08-30	1994-08-30	08-30	4,00	3 700 000 000	47 081 760	XS0052563722	
1999-10-25	1994-10-25	10-25	4,45	2 000 000 000	25 500 000	XS0053598487	
1999-11-15	1994-11-14	11-14	4,51	1 000 000 000	12 754 737	XS0054059042	
2000-01-31	1994-10-28	01-31	4,50	2 000 000 000	25 500 000	XS0053581327	
2000-01-31	1995-01-31	01-31	4,40	6 000 000 000	76 500 000	XS0055618093	
2000-02-23	1995-02-23	02-23	4,35	1 000 000 000	12 750 000	XS0055760598	
2000-02-24	1995-02-24	02-24	2,10	19 999 589 490	254 994 766	XS0058835041	
2000-04-28	1995-04-28	04-28	3,00	5 000 000 000	63 750 000	XS0057232646	
2000-05-11	1995-05-11	05-11	3,26	10 000 000 000	127 500 000	XS0057203621	
2000-07-26	1995-07-26	01-26 et 04-26 et 07-26 et 10-26	variable	10 067 205 858	128 356 875	XS0059083450	JPY-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,50 %
2001-08-09	1994-08-09	08-09	4,52	2 000 000 000	25 503 325	XS0052279097	
2001-09-12	1996-03-12	03-12 + à l'échéance	2,65	1 500 000 000	19 125 000	XS0064262396	1999-03-12 : 3,15 % et 2000-03-12 : 3,75 %
2002-02-08	1995-02-08	02-08	4,80	1 000 000 000	12 750 000	XS0055551674	
2002-02-21	1995-02-21	02-21	4,80	3 000 000 000	38 250 000	XS0055644339	
2002-03-29	1995-02-20	03-29	4,00	1 000 000 000	12 750 000	XS0055973746	
2002-07-05	1995-07-05	07-05	3,00	1 100 000 000	13 976 545	XS0058445684	
2002-07-10	1995-07-10	07-10	3,00	1 000 000 000	12 746 846	XS0058498378	

Date d'échéance	Date d'émision <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères	Valeur nominale	Valeur comptable	Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
2002-07-11	1995-07-11	07-11	3,25	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	19 125 000	XS0058517003	À compter du 2000-07-11 : 3,50 % et remboursables en \$ A (856 443,60 \$ A par année)
2003-01-22	1997-01-22	01-22	2,25	2 000 000 000	2 018 324 052	2 018 324 052	25 733 632	XS0072904039	
2003-07-07	1995-07-05	07-05	2,00	2 500 000 000	2 494 999 681	2 494 999 681	31 811 246	XS0058642918	
2004-11-08	1994-11-08	11-08	5,00	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0053928501	
2004-11-10	1994-11-10	11-10	5,00	1 000 000 000	997 825 475	997 825 475	12 722 275	XS0053924899	
2004-11-17	1994-11-17	11-17	5,00	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0053819248	
2004-12-21	1994-12-29	12-21	6,00	2 400 000 000	2 369 109 850	2 369 109 850	30 206 151	XS0055038680	Intérêt payable en \$ A (1 856 400 \$ A par année)
2005-01-31	1995-01-31	01-31	5,05	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	127 500 000	XS0055535123	
2005-02-07	1995-02-07	02-07 et 08-07	variable	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0055778020	JPY-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,25 %
2005-02-21	1995-02-21	02-21	5,00	1 000 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	14 025 000	XS0055989880	
2005-03-28	1995-03-01	03-28	2,50	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0056234643	
2005-04-20	1995-04-20	04-20	2,50	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0056985616	Intérêt payable en \$ A (568 987,10 \$ A par année)
2006-07-17	1996-07-17	07-17	4,45	1 000 000 000	1 094 206 120	1 094 206 120	13 951 893	XS0067851237	
2006-09-19	1996-09-19	03-19 et 09-19	4,15	500 000 000	497 086 167	497 086 167	6 337 849	XS0069369113	Intérêt payable en \$ NZ (138 038,85 \$ NZ chaque date de paiement de l'intérêt)
2006-09-26	1996-09-26	03-26 et à l'échéance	3,30	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000	XS0069585676	
2006-11-27	1996-11-27	11-27	3,55	1 000 000 000	997 625 757	997 625 757	12 719 728	XS0071274996	Intérêt payable en \$ US (111,7 ¢ par \$ US)
2007-11-27	1997-11-27	11-27	2,80	1 000 000 000	1 007 902 004	1 007 902 004	12 850 751	XS0082133561	Intérêt payable en \$ US (224 989,00 \$ US par année)
2007-12-10	1997-12-10	12-10	2,72	500 000 000	500 000 000	500 000 000	6 375 000	XS0082326793	Intérêt payable en \$ US (110 121,45 \$ US par année)
2007-12-10	1997-12-10	06-10 et 12-10	2,00	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000	XS0082875542	Autres <sup>(2)</sup>
2007-12-10	1997-12-10	06-10 et 12-10	2,00	1 000 000 000	999 118 706	999 118 706	12 738 764	XS0082400358	Autres <sup>(2)</sup>
2008-03-25	1998-02-12	03-25	2,62	1 200 000 000	1 174 068 826	1 174 068 826	14 969 377	XS0084194181	Intérêt payable en \$ US (250 717,20 \$ US par année)
2009-07-28	1994-07-28	07-28	5,00	3 000 000 000	2 979 807 700	2 979 807 700	37 992 548	XS0052005807	
2009-11-01	1994-11-01	11-01	4,91	3 000 000 000	2 917 959 060	2 917 959 060	37 203 978	XS0053818869	À compter du 2000-07-27 : 4,50 % et intérêt payable en DM (61,31 ¢ par DM)
2010-07-27	1995-07-27	07-27	3,60	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	25 500 000	XS0058830240	
2011-02-15	1996-02-15	02-15	3,95	1 000 000 000	997 905 917	997 905 917	12 723 300	XS0063445000	
2011-02-28	1996-02-28	02-28	4,00	1 000 000 000	996 308 459	996 308 459	12 702 933	XS0064288662	
2011-06-06	1996-06-06	06-06 et 12-06	4,06	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000	XS0066914044	
2011-06-20	1996-06-20	06-20	4,00	2 000 000 000	1 991 429 675	1 991 429 675	25 390 728	XS0067164235	
2011-09-26	1996-09-26	03-26 et à l'échéance	3,875	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	127 500 000	XS0069518131	
2011-09-26	1996-09-26	03-26 et à l'échéance	3,85	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	127 500 000	XS0069585163	Autres <sup>(2)</sup>
2011-09-26	1996-09-26	03-26 et 09-26	variable	500 000 000	500 000 000	500 000 000	6 375 000	XS0069576253	
2011-10-17	1996-10-17	10-17	3,67	500 000 000	499 564 356	499 564 356	6 369 445	XS0070388524	
2011-10-21	1996-10-21	10-21	3,66	1 000 000 000	997 819 746	997 819 746	12 722 202	XS0070488662	
2011-10-24	1996-10-24	10-24	3,645	2 000 000 000	1 989 318 151	1 989 318 151	25 363 806	XS0070488407	
2011-10-24	1996-10-24	10-24	3,70	500 000 000	499 127 141	499 127 141	6 363 871	XS0070579890	Intérêt payable en \$ A (5 618 000 \$ A par année et 3 323 983 \$ A à l'échéance)
2011-10-28	1996-10-28	03-25 et à l'échéance	5,00	10 000 000 000	9 912 644 753	9 912 644 753	126 386 220	XS0070404073	

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Unités monétaires canadiennes		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable	Équivalent en dollars canadiens			
2011-10-28	1996-10-28	10-28	3,65	5 000 000 000	4 965 059 165	63 304 504		XS0070690143	
2011-12-19	1996-12-19	12-19	3,31	7 700 000 000	7 659 422 704	97 657 639		XS0071934839	
2012-03-20	1997-02-20	03-20	3,44	30 000 000 000	30 000 000 000	382 500 000		XS0073282906	
2012-09-25	1997-09-25	03-25 et à l'échéance	3,00	11 000 000 000	11 000 000 000	140 250 000		XS0080441396	
2012-09-29	1997-09-29	03-29 et à l'échéance	3,00	10 000 000 000	10 000 000 000	127 500 000		XS0082098143	
2014-07-07	1994-07-07	01-07 et 07-07	5,50	30 000 000 000	29 974 455 074	382 174 302		XS0051759412	Rachat <sup>(2)</sup> : 2005-01-12 et 2010-01-12
2015-01-12	1995-01-12	01-12	5,60	10 000 000 000	10 000 000 000	127 500 000		XS0054951727	
2015-02-02	1995-02-02	02-02	5,60	6 000 000 000	6 000 000 000	76 500 000		XS0055430374	
2016-02-15	1996-02-15	02-15	4,23	1 000 000 000	996 648 609	12 707 270		XS0063440035	
2016-06-27	1996-07-10	06-27 et 12-27	4,305	8 000 000 000	8 000 000 000	102 000 000		XS0067851310	
2016-07-11	1996-07-11	01-11 et 07-11	4,50	5 000 000 000	5 067 307 590	64 608 172		XS0067208974	
2016-09-26	1996-09-26	03-26 et à l'échéance	4,125	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000		XS0069585320	
2016-10-24	1996-10-24	10-24	4,00	500 000 000	497 708 797	6 345 787		XS0070580047	
2016-10-28	1996-10-28	03-22 et à l'échéance	4,00	5 000 000 000	4 979 824 980	63 492 769		XS0070775647	
2016-11-07	1996-11-07	05-07 et 11-05	3,95	9 600 000 000	9 580 616 651	122 152 862		XS0070684252	
2016-11-14	1996-11-14	11-14	3,80	20 000 000 000	19 713 708 278	251 349 781		XS0070920243	
2016-11-21	1996-11-21	11-21	4,00	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000		XS0071482599	
2016-11-29	1996-11-29	11-29	3,75	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000		XS0071205248	
2016-12-16	1996-11-22	12-16	3,96	1 000 000 000	1 000 000 000	12 750 000		XS0071476864	
2016-12-19	1996-12-19	12-19	4,90	2 000 000 000	2 000 000 000	25 500 000		XS0071771512	Intérêt payable en \$ A (1 072 210 \$ A par année)
2016-12-19	1996-12-18	12-19	3,82	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000		XS0071823925	
2016-12-19	1996-12-18	12-19	3,76	3 000 000 000	3 000 000 000	38 250 000		XS0071934755	
2016-12-19	1996-12-19	12-19	3,80	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000		XS0072031106	
2016-12-19	1996-12-24	12-19	3,80	5 000 000 000	4 986 647 443	63 579 755		XS0072105157	Intérêt payable en \$ US (1 252 218 \$ US par année)
2017-01-09	1997-01-09	01-09	4,70	3 000 000 000	2 991 726 712	38 144 516		XS0072223604	
2017-01-23	1997-01-23	01-23	3,71	5 000 000 000	4 889 090 690	62 335 906		XS0073055328	
2017-02-28	1997-02-28	02-28	3,74	4 000 000 000	4 000 000 000	51 000 000		XS0074014779	
2017-07-24	1997-07-24	07-24	3,50	5 000 000 000	4 951 282 111	63 128 847		XS0078225884	
2017-07-28	1997-07-28	07-28	3,50	3 000 000 000	2 987 023 442	38 084 549		XS0078671236	
2017-07-30	1997-07-30	07-30	3,45	1 000 000 000	988 995 781	12 609 696		XS0078670857	
2017-08-11	1997-07-24	02-11 et 08-11	3,526	1 300 000 000	1 300 000 000	16 575 000		XS0078704003	
2017-10-25	1996-10-25	04-25 et 10-25	4,02	6 000 000 000	6 000 000 000	76 500 000		XS0070689996	
2017-10-30	1996-10-30	04-30 et 10-30	3,97	1 700 000 000	1 695 293 009	21 614 986		US74815HCK6	
2017-10-31	1997-10-31	10-31	3,01	5 000 000 000	5 000 000 000	63 750 000		XS0081272048	
2018-10-30	1996-10-30	04-30 et 10-30	3,97	1 700 000 000	1 695 266 799	21 614 652		US74815HCL4	
2023-12-13	1993-12-13	06-13 et 12-13	5,00	20 000 000 000	20 000 000 000	255 000 000		XS0047845960	Rachat <sup>(2)</sup> : 2008-12-13
				711 827 000 000	710 508 209 266	9 058 979 668			
				(199 283 165 000 )	(199 051 610 145 )	(2 537 908 029 )			
				<b>512 543 835 000</b>	<b>511 456 599 121</b>	<b>6 521 071 639</b>			

Redressements ayant trait aux contrats d'échange

Total - Remboursables en yens japonais

Remboursables en francs suisses

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Équivalent en dollars canadiens		Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable				
2001-03-14	1991-03-14	03-14	6,75	F 200 000 000	200 754 141	205 190 808		CH0006703497	
2008-09-17	1998-03-17	09-17	3,50	S 500 000 000	513 728 465	525 081 864		CH0008535814	
				700 000 000	714 482 606	730 272 672			
				1 808 353 190	1 808 353 190	1 848 317 759			
Redressements ayant trait aux contrats d'échange.....									
<b>Total - Remboursables en francs suisses.....</b>				<b>F 2 508 353 190</b>	<b>S 2 522 835 796</b>	<b>FS 2 578 590 467</b>			
<b>Remboursables en deutsche marks</b>									
2000-02-09	1995-02-09	02-09 et 05-09 et 08-09 et 11-09	variable	D 1 000 000 000	999 423 134	833 618 836		DE0001276004	DEM-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,25 %
2002-02-18	1992-02-18	02-18	8,20	M 200 000 000	200 000 000	166 820 000		-	
2002-02-27	1992-02-27	02-27	8,00	500 000 000	502 358 640	419 017 342		DE0004061700	
2003-11-03	1993-11-03	11-03	6,375	500 000 000	505 378 085	421 535 861		-	DEM-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,225 %
2006-02-07	1996-02-07	02-07 et 08-07	variable	105 592 200	105 592 200	88 074 454		-	DEM-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,15 %
2007-06-11	1997-06-01	06-11 et 12-11	variable	255 000 000	253 436 500	211 391 384		-	DEM-LIBOR-BBA (6 mois) + 0,22 %
2008-03-03	1998-03-03	03-03 et 09-03	variable	20 000 000	20 000 000	16 682 000		-	DEM-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,25 %
2008-03-25	1998-03-25	03-25 et 06-25 et 09-25 et 12-25	variable	50 000 000	50 000 000	41 705 000		-	
2009-01-04	1998-08-18	01-04	5,125	1 250 000 000	1 245 504 079	1 038 874 952		DE0002493202	
<b>Billets à moyen terme</b>									
2002-09-25	1997-09-25	03-25 et 06-25 et 09-25 et 12-25	variable	100 000 000	99 936 327	83 356 891		XS00000554081	DEM-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,08 %
2003-04-08	1993-04-08	04-08 et 10-08	variable	113 000 000	112 030 036	93 444 252		XS0042981794	12,02 % - (DEM-LIBOR-BBA (6 mois))
2007-07-23	1997-07-23	01-23 et 04-23 et 07-23 et 10-23	variable	50 000 000	49 790 818	41 530 521		XS0078612651	DEM-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,125 %
2007-12-18	1997-12-18	12-15	variable	16 500 000	16 500 000	13 762 650		XS0082839233	Autres <sup>(b)</sup>
2008-03-03	1998-03-03	03-03 et 06-03 et 09-03 et 12-03	variable	200 000 000	199 508 865	166 410 345		XS0084606804	DEM-LIBOR-BBA (3 mois) + 0,175 %
2017-01-22	1996-11-29	01-22	7,08	100 000 000	99 123 516	82 678 924		XS0071659949	
				4 460 092 200	4 458 582 200	3 718 903 412			
Redressements ayant trait aux contrats d'échange.....									
<b>Total - Remboursables en deutsche marks .....</b>				<b>(3 068 000 000 )</b>	<b>(3 072 414 319 )</b>	<b>(2 562 700 783 )</b>			
<b>Remboursables en francs français</b>									
1999-12-20	1991-12-20	12-20	9,375	F 2 000 000 000	1 998 193 019	496 950 604		XS0035149862	
2001-05-22	1986-05-22	05-22	7,875	800 000 000	800 000 000	198 960 000		LU0002745932	
2004-04-22	1994-04-22	04-22	6,875	5 000 000 000	5 008 276 415	1 245 558 344		XS0050032530	

Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Date(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unité monétaire étrangère		Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable			
Billets à moyen terme								
2007-09-20	1996-09-20	09-20	6,875	2 000 000 000	2 013 369 765	500 725 061	XS0009512522	Autres <sup>(1)</sup> Autres <sup>(2)</sup>
2007-10-23	1997-10-23	10-23	5,70	300 000 000	300 000 000	74 610 000	XS000490260	
2007-12-31	1997-12-31	12-31	6,00	500 000 000	500 000 000	124 350 000	XS0008282692	
2010-02-05	1998-02-05	02-05	5,50	2 000 000 000	1 980 290 169	492 498 165	XS0008396660	
				12 600 000 000	12 600 129 368	3 133 652 174		
				(9 700 000 000 )	(9 701 655 283 )	(2 412 801 669 )		
Redressements ayant trait aux contrats d'échange								
Total - Remboursables en francs français				2 900 000 000 F	2 898 474 085 FF	720 850 505		
Remboursables en livres sterling								
2011-11-04	1996-11-04	11-04	8,625	150 000 000 £	148 144 790 £	360 969 597	XS0070614473	Rachetable à 124,40 %
2020-03-15	1984-02-15	03-15 et 09-15	12,25	50 000 000	50 000 000	121 830 000		
				200 000 000	198 144 790	482 799 597		
Total - Remboursables en livres sterling				200 000 000 £	198 144 790 £	482 799 597		
Remboursables en dollars australiens								
1999-11-08	1989-11-08	11-08	7,27	50 000 000 A	50 000 000 \$ A	47 850 000		Rachetable à 124,40 %
2002-10-02	1992-10-02	10-02	9,50	235 000 000	236 003 401	225 855 255	XS0039788855	
				385 000 000	286 003 401	273 705 255		
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				(385 000 000 )	(286 003 401 )	(273 705 255 )		
Total - Remboursables en dollars australiens				\$	\$ A	-		
Remboursables en florins néerlandais								
2002-12-18	1992-12-18	12-18	7,75	350 000 000 FL	350 483 274 FL	259 427 719	XS0040831645	
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				(350 000 000 )	(350 483 274 )	(259 427 719 )		
Total - Remboursables en florins néerlandais				- FL	- FL	-		
Remboursables en pesetas espagnoles								
2002-08-06	1997-08-06	08-06	5,50	10 000 000 000 PTA	10 058 666 368 PTA	98 615 165		
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				(10 000 000 000 )	(10 058 666 368 )	(98 615 165 )		



Date d'échéance	Date d'émission <sup>(1)</sup>	Dat(s) de paiement de l'intérêt	Coupon (%)	Unités monétaires étrangères		Équivalent en dollars canadiens	Numéro CUSIP ou code ISIN	Références
				Valeur nominale	Valeur comptable			
<b>Total - Remboursables en pesetas espagnoles</b>								
				- PTA	- PTA	-		
<b>Remboursables en francs luxembourgeois</b>								
2004-12-13	1998-03-13	12-13	5,25	2 000 000 000 FLUX	2 047 553 968 FLUX	82 803 082	XS0084168425	
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				(2 000 000 000 )	(2 047 553 968 )	(82 803 082 )		
<b>Total - Remboursables en francs luxembourgeois</b>				- FLUX	- FLUX	-		
<b>Remboursables en couronnes suédoises</b>								
2004-07-07	1998-07-07	07-07	5,25	500 000 000 SEK	508 716 160 SEK	93 502 030	XS0088020929	
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				(500 000 000 )	(508 716 160 )	(93 502 030 )		
<b>Total - Remboursables en couronnes suédoises</b>				- SEK	- SEK	-		
<b>Remboursables en euros</b>								
2008-02-27	1998-02-27	02-27	5,40	25 564 594	25 564 594	41 703 523	-	Autres <sup>(a)</sup>
2009-11-20	1998-11-20	05-20 et 11-20	variable	25 564 594	25 539 786	41 663 053	-	Autres <sup>(a)</sup>
<b>Billets à moyen terme</b>								
2019-01-11	1999-01-11	01-11	4-5/6/7,10	22 000 000	21 890 688	35 710 278	XS0092871242	Autres <sup>(1)</sup>
Redressements ayant trait aux contrats d'échange				73 129 188	72 995 068	119 076 854		
				(189 693 919 )	(189 693 919 )	(309 447 690 )		
<b>Total - Remboursables en euros</b>				(116 564 731 )	(116 564 731 )	(190 370 836 )		
<b>Total - Remboursables en monnaies étrangères</b>						19 916 532 003		
<b>Total - Dette à long terme pour les emprunts - Gouvernement et Fonds de financement</b>						66 547 246 938 \$		

<sup>(1)</sup> Lorsqu'il y a plus d'une date d'émission, la date de la première émission est indiquée.

En cas d'incompatibilité, les conditions rattachées à chaque émission prévaudront sur celles qui apparaissent dans le présent tableau.

## Références

### Réserves pour fonds d'amortissement (« RFA »)

- (1) Comme fonds d'amortissement placé, le Québec a convenu de retirer du Fonds consolidé du revenu, chaque année à compter de la date indiquée, une somme correspondant à au moins 1 % du capital de l'émission alors en circulation. L'émission n'est pas rachetable pour les fins d'un fonds d'amortissement.
- (2) Comme fonds d'amortissement placé, le Québec a convenu de retirer du Fonds consolidé du revenu, chaque année à compter de la date indiquée, une somme correspondant à au moins 2 % du capital de l'émission alors en circulation. L'émission n'est pas rachetable pour les fins d'un fonds d'amortissement.
- (3) Comme fonds d'amortissement placé, le Québec a convenu de retirer du Fonds consolidé du revenu, chaque année au plus tard à l'anniversaire de l'échéance, une somme au moins équivalente au produit net de l'émission, multiplié par l'équivalent annuel du taux de rendement interne fixé sur une base semestrielle composée pour le nombre réel de jours écoulés.

### Rachetables par anticipation (« rachat »)

- (1) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité ou en partie, à compter de la date indiquée et à toute date de paiement d'intérêt subséquente, à la valeur nominale, sur préavis.
- (2) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité seulement, à n'importe quel moment à compter de la date indiquée, à la valeur nominale, sur préavis.
- (3) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité ou en partie, à compter de la date indiquée et à toute date de paiement d'intérêt subséquente, selon un pourcentage décroissant de la valeur nominale.
- (4) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité seulement, à compter de la date indiquée et à toute date de paiement d'intérêt subséquente, selon un pourcentage décroissant de la valeur nominale.
- (5) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité seulement, à la date indiquée, à la valeur nominale, sur préavis.
- (6) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité ou en partie, à n'importe quel moment à compter de la date indiquée, selon un pourcentage décroissant de la valeur nominale.
- (7) Rachetables avant l'échéance au gré du Québec, en totalité seulement, à compter de la date indiquée et chaque année par la suite, selon un pourcentage décroissant de la valeur nominale.

### Encaisables par anticipation (« encaissement »)

- (1) Encaisables avant l'échéance au gré du porteur, en totalité seulement, à la date indiquée, à la valeur nominale, sur préavis.
- (2) Encaisables avant l'échéance au gré du porteur, en totalité ou en partie, à la date indiquée, à la valeur nominale, sur préavis.
- (3) Remboursables à la valeur nominale au gré du porteur, à n'importe quel moment avant l'échéance.
- (4) Dénus et rachetables en totalité ou en partie, à la valeur nominale, au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, sous réserve des conditions du Régime de pensions du Canada.
- (5) Encaisables avant l'échéance au gré du porteur, en totalité ou en partie, à compter de la date indiquée et à toute date de paiement d'intérêt subséquente, à la valeur nominale, sur préavis.
- (6) Encaisables avant l'échéance au gré du porteur, en totalité ou en partie, à compter de la date indiquée et tous les six mois par la suite, selon un pourcentage décroissant de la valeur nominale.

### Dispositions de remboursement (« DR »)

- (1) Remboursables en 11 versements semestriels commençant le 25 avril 1998, les 10 premières étant de 1 800 000 000 \$ chacune et la dernière, de 2 000 000 000 \$.
- (2) Remboursables en 29 versements semestriels commençant le 25 mai 1998, les 28 premières étant de 1 035 000 000 \$ chacune et la dernière de 1 020 000 000 \$.
- (3) Remboursables en versements annuels n'excédant pas 5 000 000 \$ à compter de la date indiquée, seulement si l'émission peut être soustraite à la valeur nominale ou à une valeur inférieure à celle-ci au cours des 60 jours précédant chaque date de paiement d'intérêt.

## Option

- (1) Le porteur peut lever son option du 5 janvier 2001 jusqu'au 5 février 2001 afin de proroger l'échéance au 16 février 2006 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 8,0 %.
- (2) Le Québec peut lever son option le 19 novembre 2002 afin de proroger l'échéance au 4 décembre 2008 et de recevoir un coupon fixe de 6,05 % payable semestriellement les 4 juin et 4 décembre.
- (3) Le porteur peut lever son option le 30 juin 1999 afin de proroger l'échéance au 15 juillet 2028 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 5,90 % à partir du 15 juillet 1999.
- (4) Le porteur peut lever son option le 16 juin 1999 afin de proroger l'échéance au 1<sup>er</sup> octobre 2028 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 5,90 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999.
- (5) Le porteur peut lever son option le 15 juin 1999 afin de proroger l'échéance au 1<sup>er</sup> avril 2029 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 5,75 % à compter du 22 juin 1999.
- (6) Le porteur peut lever son option le 15 juin 1999 afin de proroger l'échéance au 1<sup>er</sup> avril 2029 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 5,65 % à compter du 22 juin 1999.
- (7) Le porteur peut lever son option le 17 septembre 1999 afin de proroger l'échéance au 1<sup>er</sup> avril 2029 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 5,75 % à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1999.
- (8) Le porteur peut lever son option cinq jours ouvrables avant le 25 février 2001 afin de recevoir un coupon fixe de 6,18 % payable annuellement le 25 février.
- (9) Le porteur peut lever son option le 2 août 1999 afin de proroger l'échéance au 7 août 2018 et d'augmenter le coupon pour que celui-ci passe à 6,54 % à compter du 7 août 2008.

## Autres

- (1) 2 000 000 \$ chaque date de paiement d'intérêt, du 1<sup>er</sup> avril 1999 au 1<sup>er</sup> octobre 2000 et du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au 1<sup>er</sup> octobre 2007 (à l'exception du 1<sup>er</sup> avril 2006 : 4 000 000 \$).
- (2) 6 000 000 \$ chaque année pour le 1<sup>er</sup> avril 1999 ; 5 000 000 \$ chaque année du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 1<sup>er</sup> avril 2004 ; 35 000 000 \$ pour le 1<sup>er</sup> avril 2005 ; 5 000 000 \$ pour le 1<sup>er</sup> avril 2006 ; 55 000 000 \$ pour le 1<sup>er</sup> avril 2026 et 110 000 000 \$ chaque année pour le 1<sup>er</sup> avril 2034 et le 1<sup>er</sup> avril 2035.
- (3) Le pourcentage du coupon est déterminé comme suit :  $(5,30\% \times 125) + \text{cours du change } ¥/\$ \text{ US dix jours ouvrables à Tokyo avant chaque date de paiement d'intérêt. Le montant payable à l'échéance est déterminé comme suit : } (5,30\% \times 125) + \text{cours du change } ¥/\$ \text{ US dix jours ouvrables à Tokyo avant l'échéance.}$
- (4) L'échéance est déterminé comme suit :  $(12,70\% + 87,50\%) \times \text{cours du change } ¥/\$ \text{ A cinq jours ouvrables (Londres, Sydney et Tokyo) avant chaque date de paiement de l'intérêt} - 6,20\% \text{. Taux minimum : } 0,00\% \text{.}$
- (5) À compter du 10 décembre 1999, le pourcentage du coupon sera déterminé comme suit : [taux de swap en ¥ de 10 ans selon la page Telerate 17143] -  $[0,49\% \times \text{LIBOR-BBA (6 mois)}]$ . Pour les années 1, 3, 5, 7 et 9, le coupon est de 7,00 %. Pour les années 2, 4, 6 et 10, le pourcentage du coupon sera déterminé comme suit :  $15,00\% - [2\% \times \text{DM-LIBOR-BBA (12 mois)}]$ .
- (6) À compter du 23 octobre 2001, le pourcentage du coupon sera déterminé comme suit :  $\{[1 + \text{CNO TEC } 10 - 1,12\%]^{1,25} - 1\}$  et sera payable trimestriellement (23 janvier, 23 avril, 23 juillet et 23 octobre).
- (8) À compter du 31 décembre 2001, le pourcentage du coupon sera déterminé comme suit :  $\{[1 + \text{CNO TEC } 10 - 0,73\%]^{1,25} - 1\}$  et sera payable trimestriellement (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre).
- (9) Prêt bancaire libellé dans la nouvelle devise (simple) au 1<sup>er</sup> janvier 1999 sur la base suivante : 1 DM = 1,95583 euro.
- (10) Un simple paiement correspondant au rendement indicé le 4 décembre 2002. Le billet procurera de l'intérêt à compter du 4 novembre 1998 jusqu'au 4 décembre 2002 sur la base du rendement de l'indice *DS BARRA Government Bond*, plus 30 pc composés annuellement sur l'indice, sans intérêt.
- (11) Le pourcentage du coupon sera de 4,00 % durant les 5 premières années, de 5,00 % durant les années 6 à 10, de 6,00 % durant les années 11 à 15 et de 7,10 % pour les années ultérieures.